

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2642**23 octobre 2013****SOMMAIRE**

2sticS.à.r.l.	126779	Fidelity International Real Estate Fund	
Blisce S.à r.l.	126780	Company 6	126771
Boulevardpresse S.à.r.l.	126780	Fidelity International Real Estate Fund	
Broadway Bar S.à r.l.	126777	Company 7	126771
Canto Ecological Ports S.A.	126775	Fidelity International Real Estate Fund Ge-	
Caribou Finances S.A.	126775	neral Partner S.à r.l.	126771
Cat Développement S.A.	126771	Fiduciaire du Large	126777
CEPF Apex S.à r.l.	126816	Field Point III	126772
Cocteau S.A.-SPF	126775	Figepi S.à r.l.	126772
Compagnie Financière Céleste S.A.	126775	Finderinvest S.A.	126778
Concertine S.A.	126780	Fiprolux S.A. - SPF	126772
CVI GVF (Lux) Sàrl	126776	Flusterinvest S.A.	126781
CVI GVF (Lux) Securitisation S.à r.l.	126776	Fronsack Invest S.A.	126772
DEMA SPF S.A.	126776	Global Retail Investors S.C.A.	126772
Eneris International S.A.	126776	Green Timbers Investments	126773
Eneris Renewables S.A.	126776	Holondo Restaurant S.à r.l.	126773
Englebert Initio Partners Association		Itron Metering Solutions Luxembourg ..	126773
S.C.A.	126776	ITX International S.A.	126781
Euroline S.à r.l.	126776	La Ramure SA	126771
Euroline S.à r.l.	126777	Louvigny 20 S.A.	126778
Europa Park Gemeinschaften S.A.	126777	Loyal Capital Group S.A.	126778
Europa Park Gemeinschaften S.A.	126777	Metapax Investholding S.à r.l.	126773
Europtax S.à r.l.	126772	Monitor-IT S.A.	126773
Fidelity International Real Estate Fund		Montana Properties S.A.	126773
Company 24	126770	Perfetto Investholding S.à r.l.	126774
Fidelity International Real Estate Fund		Q Logistics 1	126774
Company 25	126770	Rhino 1 S. à r.l.	126774
Fidelity International Real Estate Fund		RL Private Holding S.à r.l.	126774
Company 26	126770	Salers S.à.r.l.	126774
Fidelity International Real Estate Fund		Sanny PHILIP IMMOBILIERE S.à r.l.	126779
Company 27	126770	Seraglu	126774
Fidelity International Real Estate Fund		SMAC S.A.	126775
Company 3	126770	Société d'Exploitation «Bonshanz Holding	
Fidelity International Real Estate Fund		S.A.»	126779
Company 4	126770	Sofidelux S.A.	126775
Fidelity International Real Estate Fund		Sopalpi S.A.	126815
Company 5	126771	Tectum S.A., SICAV-FIS	126816

Fidelity International Real Estate Fund Company 24, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 153.619.

Les comptes annuels arrêtés au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013127681/9.

(130155752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Fidelity International Real Estate Fund Company 25, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 153.620.

Les comptes annuels arrêtés au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013127682/9.

(130155753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Fidelity International Real Estate Fund Company 26, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 153.641.

Les comptes annuels arrêtés au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013127683/9.

(130155754) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Fidelity International Real Estate Fund Company 27, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 153.642.

Les comptes annuels arrêtés au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013127684/9.

(130155755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Fidelity International Real Estate Fund Company 3, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 130.398.

Les comptes annuels arrêtés au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013127685/9.

(130155749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Fidelity International Real Estate Fund Company 4, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 131.794.

Les comptes annuels arrêtés au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013127686/9.

(130155748) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Fidelity International Real Estate Fund Company 5, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 131.795.

Les comptes annuels arrêtés au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013127687/9.

(130155747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Fidelity International Real Estate Fund Company 6, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 131.796.

Les comptes annuels arrêtés au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013127688/9.

(130155746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Fidelity International Real Estate Fund Company 7, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 131.797.

Les comptes annuels arrêtés au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013127689/9.

(130155745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Fidelity International Real Estate Fund General Partner S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 134.863.

Les comptes annuels arrêtés au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013127692/9.

(130155750) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

La Ramure SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9530 Wiltz, 24, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 98.681.

Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013127812/9.

(130155576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Cat Développement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1112 Luxembourg, 18, rue de l'Acierie.

R.C.S. Luxembourg B 99.988.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013128234/9.

(130155976) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Europtax S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**Siège social: L-9911 Troisvierges, 2, rue de Drinklange.
R.C.S. Luxembourg B 148.569.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013128274/9.
(130156521) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Field Point III, Société à responsabilité limitée.Siège social: L-1660 Luxembourg, 22, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 122.586.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013128275/9.
(130156084) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Figepi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 17.500,00.**Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 168.093.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013128279/9.
(130156201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Fiprolux S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 35.688.

Les comptes annuels au 31-12-2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013128281/9.
(130156578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Fronsack Invest S.A., Société Anonyme Soparfi.Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 153.569.

Les comptes annuels au 31-12-2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013128287/9.
(130156576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Global Retail Investors S.C.A., Société en Commandite par Actions.Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 69.550.

Les comptes annuels au 30-06-2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013128307/9.
(130156575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Green Timbers Investments, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 200.000,00.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 151.497.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013128309/9.

(130156342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Holondo Restaurant S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9053 Ettelbruck, 15, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 98.730.

—
Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013128318/9.

(130156014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Itron Metering Solutions Luxembourg, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 35.505.732,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 151.472.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013128324/9.

(130156492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Metapax Investholding S.à r.l., Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 16, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 100.379.

—
Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013128407/9.

(130156026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Monitor-IT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4362 Esch-sur-Alzette, 9, avenue des Hauts-Fourneaux.

R.C.S. Luxembourg B 111.857.

—
Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013128415/9.

(130156297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Montana Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 70.402.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013128416/9.

(130156433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Perfetto Investholding S.à r.l., Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 16, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 100.370.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013128459/9.

(130156025) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Q Logistics 1, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 18.500,00.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 162.944.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013128487/9.

(130156324) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Rhino 1 S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 168.306.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013128490/9.

(130156212) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

RL Private Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 142.985.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013128495/9.

(130156216) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Salers S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 97.612.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013128533/9.

(130155974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Seraglu, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4831 Rodange, 146, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 89.751.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013128543/9.

(130156123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

SMAC S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 66.059.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013128546/9.

(130156200) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Sofidelux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 35.842.

Les comptes annuels au 31-12-2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013128547/9.

(130156577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Canto Ecological Ports S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5753 Frisange, 43, Parc Lésigny.

R.C.S. Luxembourg B 119.015.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013128696/9.

(130157055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Caribou Finances S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 90.946.

Les comptes annuels au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013128713/9.

(130157024) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Cocteau S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 50.275.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013128724/9.

(130157239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Compagnie Financière Céleste S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5753 Frisange, 43, Parc Lésigny.

R.C.S. Luxembourg B 72.092.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013128726/9.

(130157059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

**CVI GVF (Lux) Sàrl, Société à responsabilité limitée,
(anc. CVI GVF (Lux) Securitisation S.à r.l.).**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 119.635.

Les comptes annuels au 31 mai 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013128735/9.
(130157110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

DEMA SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 39.335.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013128744/9.
(130157255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Eneris International S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-5753 Frisange, 43, Parc Lésigny.
R.C.S. Luxembourg B 159.919.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013128754/9.
(130157054) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Eneris Renewables S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5753 Frisange, 43, Parc Lésigny.
R.C.S. Luxembourg B 130.340.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013128755/9.
(130157056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Englebert Initio Partners Association S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-8308 Capellen, 89B, rue Pafebruch.
R.C.S. Luxembourg B 162.853.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013128757/9.
(130156978) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Euroline S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6930 Mensdorf, rue d'Uebersyren.
R.C.S. Luxembourg B 23.590.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013128792/9.
(130156774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Euroline S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6930 Mensdorf, rue d'Uebersyren.

R.C.S. Luxembourg B 23.590.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2011 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013128793/9.

(130156893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Europa Park Gemeinschaften S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 6-8, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 13.544.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013128794/9.

(130156839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Europa Park Gemeinschaften S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 6-8, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 13.544.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013128795/9.

(130156840) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Fiduciaire du Large, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5753 Frisange, 43, Parc Lésigny.

R.C.S. Luxembourg B 100.156.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013128808/9.

(130157061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Broadway Bar S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4051 Esch-sur-Alzette, 83, rue du Canal.

R.C.S. Luxembourg B 176.538.

EXTRAIT

Les décisions prises par les associés réunis en assemblée générale extraordinaire le 2 septembre 2013 sont les suivantes:

1) nomination de Monsieur Hélder Filipe VIANA DA COSTA CARVALHO, comptable, né à Luxembourg, le 18 juillet 1980, demeurant à L-3511 Dudelange, 111, rue de la Libération, au poste de gérant technique pour une durée indéterminée;

2) modification de Monsieur Antonio DA ROCHA ANTUNES, né à Parada do Bouro - Vieira do Minho (Portugal), le 28 mars 1979, demeurant à L-4580 Differdange, 43, rue de Hussigny, au poste de gérant administratif pour une durée indéterminée;

La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature des deux gérants.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 2 septembre 2013.

Référence de publication: 2013128692/18.

(130156995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Finderinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 143.802.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la société FINDERINVEST S.A. qui s'est tenue en date du 23 août 2013

Il a été décidé ce qui suit:

- décide de coopter Monsieur Nicolas Hamel, Avocat, demeurant professionnellement 10 rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg en remplacement de Madame Natacha Kolodziej-Steuermann, avec effet au 25 août 2013.

Le mandat du nouvel Administrateur viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de 2014.

Le Conseil d'Administration se compose donc comme suit:

Madame Véronique Wauthier, Messieurs Didier Schönberger et Nicolas Hamel.

Extrait certifié conforme

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2013128818/18.

(130156625) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Louvigny 20 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 20, rue Louvigny.

R.C.S. Luxembourg B 161.293.

—
 Il résulte, d'une part, du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société tenue sous seing privée le 23 août 2013 que Mme Maria Helena GONCALVES, employée privée, avec adresse professionnelle au 20, rue de Louvigny, L-1946 Luxembourg, a été nommée à la fonction d'administrateur de la Société en remplacement de M. Fernand HEIM, démissionnaire, avec effet immédiat. Son mandat expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016.

Il résulte, d'autre part, d'un procès-verbal d'une réunion du Conseil d'Administration tenue également le 23 août 2013 que Mme Geneviève BLAUEN-ARENDT, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle au 20, rue de Louvigny, L-1946 Luxembourg, a été nommée à la fonction de Présidente du Conseil d'Administration en remplacement de M. Fernand HEIM, démissionnaire.

Pour extrait conforme

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2013128358/18.

(130156490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Loyal Capital Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 5, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 108.525.

—
 Société anonyme constituée suivant acte reçu par Maître Léon Thomas dit Tom METZLER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 9 juin 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1067 du 20 octobre 2005 et dont les statuts ont été modifiés suivant actes reçus par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster;

- en date du 25 février 2010, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 866 du 27 avril 2010

- en date du 13 septembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2804 du 17 novembre 2011

- en date du 14 mars 2012, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1338 du 30 mai 2012

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013128359/18.

(130156077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Sanny PHILIP IMMOBILIERE S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6420 Echternach, 26, rue Charly.

R.C.S. Luxembourg B 142.757.

Protokoll der Ordentlichen Generalversammlung vom 24.06.2013

Am 24.06.2013 um 10:00 Uhr hat Frau Sanny Philip als Geschäftsführer und alleiniger Gesellschafter der Sanny Philip Immobiliere S.à.r.l. eine ordentliche Generalversammlung am Geschäftssitz gehalten.

Tagesordnung:

1. Sitzverlegung

Die Tagesordnung wurde sodann abgehandelt und der alleinige Gesellschafter hat folgenden Beschluß getroffen:

1. Sitzverlegung

Es wird beschlossen dass der Geschäftssitz von 1, rue Ermesinde, L-6437 Echternach mit sofortiger Wirkung nach 26, rue Charly, L-6420 Echternach verlegt wird.

Die Versammlung wurde um 11:45 Uhr beendet.

Echternach, den 24.06.2013.

Référence de publication: 2013128503/18.

(130156262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Société d'Exploitation «Bonshanz Holding S.A.», Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 172.257.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de Société d'Exploitation "Bonshanz Holding S.A. ", qui s'est tenue en date du 22 août 2013

Il a été décidé ce qui suit:

- de coopter Monsieur Nicolas Hamel, Avocat, demeurant professionnellement 10 rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg en remplacement de Madame Natacha Kolodziej-Steuermann, avec effet au 25 août 2013.

Le mandat du nouvel Administrateur viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de 2018.

Le Conseil d'Administration se compose donc comme suit:

Madame Véronique Wauthier, Messieurs Didier Schönberger et Nicolas Hamel.

Extrait certifié conforme

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2013128519/18.

(130156529) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

2sticS.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 176.540.

Il résulte des résolutions du 4 septembre 2013 prises par le gérant unique de 2stic GmbH, société de droit autrichien, ayant son siège social à Am Eisernen Tor 1, 8010 Graz, Autriche, inscrite au registre des sociétés de Graz, Autriche, sous le numéro FN 388616 w, qu'il a été décidé:

- d'attribuer, avec effet au 6 septembre 2013, la totalité des 500 parts sociales qu'elle détient dans la Société à 2stic GmbH (Luxembourg), sa succursale de droit luxembourgeois, ayant son siège social à 9, Rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg et en cours d'inscription auprès du Registre de Commerce et des Sociétés.

Par conséquent, à compter du 6 septembre 2013, la totalité des 500 parts sociales de la Société est dorénavant détenue par la succursale de 2stic GmbH, cette succursale portant la dénomination de 2stic GmbH (Luxembourg).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 9 septembre 2013.

Référence de publication: 2013128600/18.

(130155269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Boulevardpresse S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8366 Hagen, 17, rue de Steinfort.
R.C.S. Luxembourg B 161.238.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue à Hagen, en date du 23 août 2013, enregistrée à Esch/Alzette A.C., le 29 août 2013; Relation: EAC/2013/11213, que l'AGE a pris les décisions suivantes:

- de révoquer Monsieur Heinz KERP, né à Cologne, le 25 septembre 1963, demeurant à L-6475 Echternach, Rabatt, 20, de sa fonction de gérant technique à compter du 1^{er} septembre 2013
- de nommer Monsieur Thomas HOFFMANN, né le 20 octobre 1974 à Trèves (Allemagne), demeurant à D-54317 Riveris, 43 Stauseestrasse en qualité de Gérant technique.

A l'égard des tiers, la société est valablement engagée, en toutes circonstances, par la signature individuelle de la gérante administrative.

Pour extrait conforme

Pétange, le 10 septembre 2013.

Référence de publication: 2013128669/18.

(130156669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Blisce S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 180.000,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 174.792.

—
Il est à noter que la nouvelle adresse professionnelle de Monsieur Alexandre MARS, associé et gérant de la société BLISCE SARL est désormais la suivante:

Monsieur Alexandre MARS
13 Monroe Place
Brooklyn, 11201 NY
USA

Le 11 septembre 2013.

Certifié sincère et conforme

Pour Blisce S.à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2013128687/18.

(130156874) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Concertine S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 109.579.

—
Extrait des résolutions adoptées en date du 03 Septembre 2013 lors de l'Assemblée Générale des actionnaires de la Société Concertine S.A.

- L'Assemblée Générale a décidé d'approuver la démission de Mme Noeleen GOES-FARRELL de son poste d'administrateur de la Société avec effet au 31 Juillet 2013.

- L'Assemblée Générale a décidé de nommer avec effet au 31 Juillet 2013 au poste d'administrateur de la Société M. Nicolas MILLE, employé privé, né le 08 Février 1978 à Antony (France) et demeurant professionnellement au 127 Rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg. Son mandat se terminera le 31 décembre 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CONCERTINE S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013128729/18.

(130157186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Flusterinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 10, rue Pierre d'Aspelt.

R.C.S. Luxembourg B 142.974.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la société FLUSTERINVEST S.A. qui s'est tenue en date du 22 août 2013

Il a été décidé ce qui suit:

- de coopter Monsieur Nicolas Hamel, Avocat, demeurant professionnellement 10 rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg en remplacement de Madame Natacha Kolodziej-Steuermann, avec effet au 25 août 2013.

Le mandat du nouvel Administrateur viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de 2014.

Le Conseil d'Administration se compose donc comme suit:

Madame Véronique Wauthier, Messieurs Didier Schönberger et Nicolas Hamel.

Extrait certifié conforme

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2013128821/18.

(130157216) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2013.

ITX International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 173.143.

—
 In the year two thousand and thirteen, the second day of April,

before Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

was held the extraordinary general meeting (the "Meeting") of the shareholders of ITX International S.A., a société anonyme incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, in process of registration with the Luxembourg trade and companies' register (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 26 November 2012, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, on 18 November 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 02 March 2013 number 519.

The Meeting is chaired by Mr. Mickaël Emeraux, maître en droit, with professional address in Luxembourg (the "Chairman").

The Chairman appoints Ms. Laure Jacquet, private employee, with professional address in Luxembourg, as secretary of the Meeting (the "Secretary").

The Meeting elects Ms. Claire Guilbert, lawyer, with professional address in Luxembourg, as scrutineer of the Meeting (the "Scrutineer").

(The Chairman, the Secretary and the Scrutineer are collectively referred to as the "Board of the Meeting").

The shareholders present or represented at the Meeting and the number of shares they hold are indicated on an attendance list which will remain attached to the present deed after having been signed by the appearing parties and the notary.

The proxies from the shareholders represented at the present Meeting will also remain attached to the present deed and signed by all the parties.

The Board of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to record that:

I. the fifteen million five hundred fourteen thousand (15,514,000) shares of the Company, in registered form, having a par value of one Swiss Franc (CHF 1) each, representing the entire share capital of the Company, are duly represented at this Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda, hereinafter reproduced;

II. the agenda of the Meeting is as follows:

1. Full amendment and restatement of the articles of incorporation of the Company with the exception of article 1 and article 4 which shall remain unchanged;

2. Further to the amendment of the composition of the board of directors of the Company in item 1 above, change of class of Mr. Olivier Antomarchi and Mr. Erick Rinner from "investor directors" to "class A directors" of the Company, change of class of Mr. Alan Botfield from "independent director" to "class B director" of the Company and change of class

of Mr. Christophe Malavallon, Mr. Christophe de Buchet and Mr. Alan Tawil-Kummerman from "independent directors" to "class C directors" of the Company; and

3. Miscellaneous.

III. The shareholders of the Company present or represented have perfect knowledge of the agenda of the Meeting which has been communicated to them previously.

The Meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves to fully amend and restate the articles of incorporation of the Company, with the exception of article 1 "Form and name" and article 4 "Corporate object", which will henceforth read as follows:

COORDINATED ARTICLES:

" **Art. 1. Form and Name.** There exists a public limited liability company (société anonyme) under the name ITX International S.A. (the "Company") which is governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular by the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association (the "Articles").

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the sole director or, in case of plurality of directors, of the Board of Directors.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the sole director or, in case of plurality of directors, of the Board of Directors. Where the sole director or, in case of plurality of directors, the Board of Directors determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Duration.

3.1. The Company is established for an unlimited period of time.

3.2. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the general meeting of shareholder(s) of the Company adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

3.3. The Company shall not be dissolved by reason of the death or dissolution of the single shareholder.

Art. 4. Corporate object.

4.1. The purpose of the Company is the acquisition of ownership interests, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such ownership interests. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever, including partnerships. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

4.2. The Company may borrow in any form. It may issue notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant security interests in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

4.3. The Company may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against risks related to credits, currency exchange and interest rate fluctuations as well as other risks.

4.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly further or relate to its purpose. In the performance of its financial activities, the Company shall however not carry out and, for the avoidance of doubt, shall refrain from carrying out, any financial activities that are subject to a licence or authorisation, unless the Company has obtained such license or authorisation from the financial supervisory authorities.

Art. 5. Share capital.

5.1. The subscribed share capital is set at fifteen million five hundred fourteen thousand Swiss franc (CHF 15,514,000) represented by (i) one hundred fifty thousand (150,000) class A ordinary shares (the "Class A Ordinary Shares"), (ii) one

million five hundred thousand (1,500,000) class A preference shares (the "Class A Preference Shares"), (iii) eight hundred fifty thousand (850,000) class B ordinary shares (the "Class B Ordinary Shares") and (iv) thirteen million fourteen thousand (13,014,000) class B preference shares (the "Class B Preference Shares" and together with the Class A Preference Shares, the "Preference Shares"), divided into (a) one million eight hundred fifty-nine thousand one hundred forty-three (1,859,143) sub-class B1, (b) one million eight hundred fifty-nine thousand one hundred forty-three (1,859,143) sub-class B2, (c) one million eight hundred fifty-nine thousand one hundred forty-three (1,859,143) sub-class B3, (d) one million eight hundred fifty-nine thousand one hundred forty-three (1,859,143) sub-class B4, (e) one million eight hundred fifty-nine thousand one hundred forty-three (1,859,143) sub-class B5, (f) one million eight hundred fifty-nine thousand one hundred forty-three (1,859,143) sub-class B6 and (g) one million eight hundred fifty-nine thousand one hundred forty-two (1,859,142) sub-class B7, with a par value of one Swiss Franc (CHF 1.-) each, all subscribed and fully paid-up.

Save when the context requires otherwise, any reference made hereinafter to the "shares" or "Shares" shall include the Class A Ordinary Shares, the Class A

Preference Shares, the Class B Ordinary Shares and the Class B Preference Shares and any reference made hereinafter to the "shareholders" or "Shareholders" shall be construed accordingly.

Save when the context requires otherwise, any reference made hereinafter to the "Class B Preference Shares" shall include each sub-class of the Class B Preference Shares.

5.2. The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholder(s) of the Company adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are in registered form (actions nominatives) or bearer form (action au porteur) at the option of the shareholder(s).

6.2. For shares in registered form, a shareholders register of the Company shall be kept at the registered office of the Company, where it will be available for inspection by any shareholder. Such register shall set forth the name of each shareholder, his residence or elected domicile, the number of shares held by him, the amounts paid in on each such share, and the transfer of shares and the dates of such transfers. Ownership of shares will be established by the entry in the shareholders register of the Company.

6.3. Each of the shareholders of the Company shall use his rights in relation to the Company to procure that all the Preference Shares shall, so far as is lawful and in accordance with the Articles, be redeemed immediately prior to an Exit, and further agrees to:

6.3.1 exercise its votes and rights; and

6.3.2 take such other steps as may be necessary,

to effect such redemption or any redemption pursuant to article 6.4. or article 6.7.

6.4. The Company may, with the consent of the Investor and subject to compliance with the terms of any finance document to which the Group is party and obtaining any relevant approvals under applicable law, at any time on not less than 25 Business Days' notice in writing to the holders of Preference Shares, redeem such total number of Preference Shares as is specified in such notice.

6.5. In the absence of the agreement of the holders of a majority in number of the Class B Preference Shares to the contrary, and subject always to article 11.9., (i) any redemption pursuant to article 6.3. or article 6.4. shall be a redemption of Class B Preference Shares (in priority to any redemption of Class A Preference Shares) unless and until all Class B Preference Shares have been redeemed and (ii) all redemptions shall, subject to article 6.7., be made pro rata to the number of Preference Shares (of the relevant class) held by each shareholder.

6.6. Where Preference Shares are to be redeemed in accordance with articles 6.3. or 6.4., the Company shall give to the holders of the Preference Shares falling to be redeemed a Company Redemption Notice. The Company Redemption Notice shall specify the particular Preference Shares to be redeemed and the date fixed for redemption (which in the case of a redemption immediately prior to an Exit shall be the expected date for redemption) and shall be given not less than 20 nor more than 30 Business Days prior to the date fixed for redemption. In the case of a redemption immediately prior to an Exit, the Company Redemption Notice shall be conditional on such Exit occurring within one month of the date fixed for redemption, failing which the Company Redemption Notice shall be deemed revoked.

6.7. Notwithstanding article 6.3., and subject always to article 11.9., the Investor may at any time require the Company, by serving on it a notice (a "Shareholder Redemption Notice"), to redeem all of the Class B Preference Shares then in issue if, at any time:

6.7.1 the Company has not paid the B Preference Dividend within 10 Business Days of the due date (irrespective of whether such dividend would be unlawful);

6.7.2 the Company has not redeemed any Preference Shares in accordance with the requirements of this article 6 within 10 Business Days of the due date (irrespective of whether such redemption would be unlawful);

6.7.3 there has been proposed a resolution for the liquidation of the Company, a resolution for a reduction in the capital of the Company or a resolution varying any of the rights attaching to the Class B Preference Shares;

6.7.4 the Company is in material breach of material provisions of a Shareholders' Agreement, the Articles or the Loan Note Instrument;

6.7.5 the Company and/or any other Group Company is in material breach of any of the terms of any finance document to which the Company and/or any other Group Company is party; or

6.7.6 any shareholder (other than the Investor) is in material breach of any of the terms of a Shareholders' Agreement or the Loan Note Instrument or the Articles,

provided that in the event that the Company is unable to redeem all of the Class B Preference Shares then in issue, the Class B Preference Shares held by the Investor shall be redeemed first in priority to Class B Preference Shares held by any other shareholder.

6.8. The Investor shall be entitled to withdraw a Shareholder Redemption Notice if it serves the Company with written notice to that effect before the redemption takes place.

6.9. Where a Shareholder Redemption Notice has been duly given, the Company shall be obliged, so long as it is lawful so to do, to redeem the Preference Shares specified in the Shareholder Redemption Notice on the first Business Day following the receipt of such notice (which day shall be the date fixed for redemption).

6.10. If the Company is unable to redeem in full the relevant number of Preference Shares on the date fixed for redemption, the Company shall, subject to the order of priority referred to in articles 6.5. and 6.7., redeem as many of such Preference Shares as can lawfully and properly be redeemed and the Company shall redeem the balance as soon as it is lawfully and properly able to do so.

6.11. On the date fixed for redemption, each of the holders of the Preference Shares falling to be redeemed shall be bound to deliver to the Company, at the Company's registered office, an executed power of attorney authorising the transfer of such Preference Shares in order that the same may be cancelled. Upon such delivery, the Company shall pay to the holder the amount due to it in respect of such redemption against delivery of a proper receipt for the redemption monies. There shall be paid on the redemption of each Preference Share an amount equal to:

6.11.1 100% of the price at which the relevant Preference Share was issued; and

6.11.2 all accruals and/or unpaid amounts of B Preference Dividend attaching to any Class B Preference Shares, calculated down to and including the date of actual payment,

and such aggregate amount shall, as long as it is lawful, at that time become a debt due from and immediately payable by the Company to the holders of such Preference Shares. If and to the extent that the debt so constituted is not paid in full on the due date, the unpaid amount shall carry interest at the annual rate of 4% above the base rate from time to time of Banque de Luxembourg.

6.12. If the Company is required by law to make any deduction or withholding from any payment on redemption of any Preference Shares held by the Investor, the amount paid on such redemption pursuant to articles 6.11.1. and 6.11.2. shall be increased to the extent necessary to ensure that after the making of any such deduction or withholding the recipients receive a net sum equal to the sum which they would have received had no such deduction or withholding been made.

6.13. If the Company fails or is unable to redeem any of the Preference Shares in full on the date due for redemption for any reason whatsoever, all monies which may lawfully be applied for the purpose of redeeming the Preference Shares shall be applied in the order of priority specified in articles 6.5. and 6.7.

6.14 In the event of a Sale then, notwithstanding anything to the contrary in the terms and conditions governing such Sale but subject to the provisions of a Shareholders' Agreement, the selling Shareholders immediately prior to such Sale shall procure that the consideration (whenever received) shall be placed in a designated trustee account and shall be distributed amongst such selling Shareholders in such amounts and in such order of priority as would be applicable on a return of capital (pursuant to article 24.2. below).

Art. 7. Transfer of shares.

7.1. Transfers

No transfer of the beneficial interest in any Share or Loan Note (other than, for the avoidance of doubt, as contemplated by article 7.9. below) shall be made if the Articles or a Shareholders' Agreement would not permit a transfer of the legal ownership of such Share or Loan Note.

7.2. Any person who holds, or becomes entitled to any Share or Loan Note shall not, without the written consent of the Investor:

7.2.1 effect a transfer of any of his Shares or Loan Notes, except a transfer in accordance with (i) the Law and (ii) article 8 (Permitted transfers), article 9 (Drag along), article 10 (Tag along) or article 11 (Leavers); or

7.2.2 create or allow to be created any Security Interest, on or over or affecting any of his Shares or Loan Notes.

7.3. For the purpose of ensuring compliance with article 7.2.1., the Company may (and shall, if so directed by a written direction of the Investor) require any Leaver or other Shareholder to provide to the Company such information and/or evidence as the Board of Directors may reasonably request in relation to a proposed transfer, and failing such information and/or evidence being provided within 10 Business Days of any request, the Board of Directors shall forthwith upon receipt of a written direction of the Investor, or otherwise with the written consent of the Investor, notify the relevant

Leaver (as defined below) or Shareholder (the "Defaulting Shareholder") that a breach of the transfer provisions of the Articles is deemed to have occurred, whereupon the Company shall refuse to register any transfer of the Relevant Shares and/or Loan Notes (as applicable) (otherwise than with a written consent of the Investor).

7.4. For the purpose of article 7.3. above exclusively, the expression "Relevant Shares" shall mean the Shares which the Defaulting Shareholder holds or to which he is entitled, any further Shares issued pursuant to the exercise of a right attaching to the Relevant Shares or in pursuance of an offer made to the holder thereof and any Shares formerly held by him which have been transferred in breach of article 7.2.1. or in accordance with article 8 (Permitted transfers).

7.5. Each Shareholder (other than the Investor) undertakes to the Company and the Investor that, if pursuant to the Articles, a Shareholders' Agreement or any other transaction document related to such Shareholders' Agreement, any person is required to transfer any Shares and/or Loan Notes to which the Shareholder is beneficially entitled, he shall:

7.5.1 procure the transfer of the legal interest in such Shares and/or Loan Notes (as applicable) to the relevant transferee, free and clear from all Security Interests and the execution by the relevant holder of all such agreements, deeds and other documents necessary to effect such transfer; and

7.5.2 transfer his beneficial interest in such Shares and/or Loan Notes (as applicable) free and clear from all Security Interests to the relevant transferee, at the same time as the transfer of the legal interest in such Shares and/or Loan Notes is completed,

and each Shareholder (other than the Investor) undertakes to execute all such agreements, deeds and other documents as are necessary to effect such transfer.

7.6. Each shareholder hereby irrevocably appoints any Director as his agent to execute, complete and deliver any form of transfer or other document required to give effect to the provisions of a Shareholders' Agreement for and on his behalf, including in respect of any transfer pursuant to article 7.3., article 9 (Drag Along), article 10 (Tag Along) or article 11 (Leavers).

7.7. The provisions of article 7.8. shall apply as regards securities or shares (the "Relevant Shares") in any Group Company acquired at any time by any person (the "Relevant Shareholder") where the right or opportunity to acquire the securities or shares was available by reason of an employment of any of the Directors or any other person with any Group Company.

7.8. In any case where any Group Company or other person is obliged to make a payment in respect of Employee Taxation as a result of or in connection with of the following:

7.8.1 the allocation of the Relevant Shares to the Relevant Shareholder;

7.8.2 the acquisition of Relevant Shares;

7.8.3 the entering into of any election or the making of any filing in connection with the acquisition of the Relevant Shares;

7.8.4 the disposal of the Relevant Shares; or

7.8.5 any act or deemed action, event or thing done in connection with the allocation, acquisition, holding or disposal of Relevant Shares which gives rise to a liability to Employee Taxation in respect of the Relevant Shares,

the Relevant Shareholder agrees (and shall procure that the relevant employee shall agree) that such company or person may recover the amount of the Employee Taxation so paid from the Relevant Shareholder (or the relevant employee) in question in such manner as the Investor shall think fit and (without limitation to the foregoing) that such company or person may recover the Employee Taxation via deductions from future payments (including but not limited to salary or bonuses, subject to mandatory laws) and that, to the extent that such deductions or proceeds are insufficient to cover the Employee Taxation, the Relevant Shareholder shall pay or shall procure that the relevant employee shall pay to the relevant Group Company on such basis as the Investor reasonably determines.

7.9. The provisions of article 7.1. to 7.8. above do not apply to the following, which shall not be, and shall not be deemed to be, a transfer of Shares or Loan Notes for any purpose of a Shareholders' Agreement, the Articles or the Loan Note Instrument:

7.9.1 any transfer by any Fund Participant of any Fund (or by any trustee or nominee for any such Fund Participant) of any interest in such Fund to any person who is, or as a result of the transfer becomes, a Fund Participant;

7.9.2 the creation of any Security Interest over any Shares or Loan Notes registered in the name of any Investor or any nominee thereof or over an interest in a Fund; and

7.9.3 the assignment or transfer (with the written consent of the Investor) of the beneficial ownership in any Shares or Loan Notes registered in the name of an Investor or any nominee thereof to an Investor Associate or its nominee.

7.10. Shares shall be transferred by a written declaration of transfer registered in the shareholders register of the Company, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney. The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the Company.

Art. 8. Permitted transfers of shares. Notwithstanding the provisions of article 7.2.1.:

8.1. any Relevant Employee may at any time transfer Shares and/or Loan Notes to:

8.1.1 a Family Member over the age of 18;

8.1.2 the trustees of a Family Trust; or

8.1.3 in the case of Christophe Malavallon and only in respect of his Class B Ordinary Shares, Class B Preference Shares and Loan Notes, to any company designated by him,

provided that (a) following any such transfer the Relevant Employee retains at least 50% in number of (i) all classes of Shares and (ii) Loan Notes which he held following the initial issue or transfer (as the case may be) of them to him and, in the case of a transfer to the trustees of a Family Trust provided further that written consent of the Investor has been given to the structure of such Family Trust (the Investor having been provided, by the Relevant Employee, with all relevant information evidencing control and structure of such trust necessary for the Investor to make its decision) and (b) the relevant Family Member or trustees or company (as the case may be) shall (i) undertake (in a form reasonably acceptable to the Investor) to exercise all voting rights attaching to such Shares and Loan Notes and to sign all forms of proxy, consents to short notice and other documents relating to such exercise in accordance with the directions of the Relevant Employee, (ii) give the Relevant Employee full, unconditional and irrevocable authority to transfer such Shares on behalf of the Family Member or trustees or company (as the case may be) on a Sale or to agree to a Quotation, Liquidation or Assets Sale on behalf of such person(s), and (iii) provide such evidence of identity as the Company or the Investor may require for anti-money laundering purposes;

8.2. any Shareholder who is a trustee of a Family Trust may at any time transfer any Share or Loan Note which he holds in that capacity to:

8.2.1 the new or remaining trustees of the Family Trust upon any change of trustees; and

8.2.2 the Relevant Employee or any of his Family Members over the age of 18 on their becoming entitled to the same under the terms of the Family Trust,

provided that the provisos in article 8.1.3.(a) and (b) shall apply to any such transfer;

8.3. each Investor (or any person who holds Shares and/or Loan Notes as a nominee, custodian or trustee or otherwise on behalf of an Investor) may at any time transfer the legal and/or beneficial interest in any Shares or Loan Notes held by it to:

8.3.1 another Investor, another venture capital/institutional investor or any other person who, upon acquiring the relevant interest in the relevant Shares, becomes or will become the Investor;

8.3.2 that Investor's Investor Associate or to another member of that Investor's Investor Group;

8.3.3 any person who becomes a manager or adviser of a company, fund or partnership in place of, or in addition to, such transferor;

8.3.4 the beneficial owner of the Shares and/or Loan Notes (as applicable), including, without limitation, to any person who becomes a general partner, nominee or trustee for a limited partnership, unit trust or investment trust in place of, or in addition to, such transferor;

8.3.5 the partners of a limited partnership (or their nominees) or to the holders of units in a unit trust (or their nominees) on a distribution in kind or otherwise under the relevant partnership agreement or trust deed;

8.3.6 that Investor's nominee or bare trustee; or

8.3.7 existing or new Directors or employees of the Group;

8.4. the Investor may transfer the Class A Ordinary Shares and the Class A Preference Shares which it holds to existing or new Directors or employees of the Group;

8.5. any Shareholder holding Shares and/or Loan Notes as a result of a transfer made by a person in relation to whom such Shareholder was a Permitted Transferee may at any time transfer any Share or Loan Note to the person who originally transferred such Shares or Loan Notes (or to any other Permitted Transferee of such original transferor) provided such original transferee has remained a Shareholder; and

8.6. any Shareholder may transfer any Shares or Loan Notes with the written consent of the Investor.

Art. 9. Drag along.

9.1. Subject to articles 9.2., 9.8. and 9.9. the consideration payable for each Share of the same class pursuant to the Qualifying Offer shall be of the same amount, in the same form, paid at the same time and shall otherwise be subject to the same payment terms.

9.2. In determining whether the consideration payable pursuant to the Qualifying Offer satisfies the requirements of article 9.1., "consideration" shall:

9.2.1 exclude any consideration in the form of a share, debt instrument or other security in the capital of the Offeror or any member of the Offeror Group or a right to subscribe for or acquire any share, debt instrument or other security in the capital of the Offeror or any member of the Offeror Group provided that, if such form of consideration is to be excluded, the Qualifying Offer comprises alternative consideration for each relevant Share which is of equivalent value to such non-cash consideration; and

9.2.2 for the avoidance of doubt, exclude any option, warrant or other right or opportunity offered to subscribe for or acquire any share, debt instrument or other security in the capital of the Offeror or any member of the Offeror Group which is in addition to the consideration offered for each Share under the terms of the Qualifying Offer.

9.3. If the holders of more than 50% of the Class B Ordinary Shares then in issue (the "Accepting Shareholders") have indicated in writing that they wish to accept the Qualifying Offer, then the provisions of this article 9 shall apply.

9.4. The Accepting Shareholders may give a Drag Notice to the remaining Shareholders (the "Other Shareholders") of their wish to accept the Qualifying Offer and each of the Other Shareholders shall thereupon become bound to accept the Qualifying Offer and to transfer the legal and beneficial interest in their Shares to the Offeror (or his nominee) with full title guarantee on the Drag Completion Date by delivering to the Company on or before the Drag Completion Date a duly executed sale agreement or form of acceptance (in a form acceptable to the Accepting Shareholders) pursuant to which the Other Shareholders provide representations and warranties as to (exclusively) title to, and ownership of, the Shares held by them and if required by written direction of the Investor, shall sign, execute and deliver such other transfer documents as may be required to effect the transfer of any shares, debt instruments or other securities to the Offeror (or its nominee).

9.5. If any Other Shareholder shall fail to comply with its obligations under article 9.4., then he shall be deemed to have granted a Call Option. The Call Option shall be deemed to have been exercised by the Drag Notice. Against receipt by the Company (on trust for such Shareholder) of the consideration payable for the relevant Shares, the Company shall register the transfer of the Shares to the Accepting Shareholder in the register of Shareholders. In such situation, if the consideration offered to the Other Shareholders includes a right to subscribe for or acquire any share, debt instrument or other security in the capital of the Offeror (or any other member of the Offeror Group) as an alternative (whether in whole or in part) to the consideration payable in cash then the Accepting Shareholders shall also be entitled to elect which alternative to accept on behalf of the relevant Other Shareholder(s) (and may elect for different alternatives for different Other Shareholders) and neither the Board of Directors, nor the Company, nor any Accepting Shareholder shall have any liability to the Other Shareholders in relation to such election.

9.6. If the Offeror has also agreed to purchase Loan Notes from the Accepting Shareholders, to the extent that some or all of the Other Shareholders hold Loan Notes the Drag Notice may also require each of the Other Shareholders to transfer all of the Loan Notes held by them to the Offeror at such consideration as is equal to the consideration offered for Loan Notes by the Offeror to the Accepting Shareholders. The relevant provisions of this article 9 shall apply to Loan Notes held by the Other Shareholders and references to any Other Shareholder's Shares shall be construed accordingly.

9.7. If any Shares are allotted by the Company (whether pursuant to the exercise of pre-existing options or warrants or otherwise) or any time after the date of the Drag Notice ("Further Drag Shares"), the Accepting Shareholders (whose composition shall be determined without taking into account the holders of any Further Drag Shares which are Class A Ordinary Shares or Class A Preference Shares) shall be entitled to give written notice to the holders of the Further Drag Shares whereupon such holders shall become bound to accept the Qualifying Offer and to transfer, together with the Accepting Shareholders, their Further Drag Shares to the Offeror (or its nominee) with full title guarantee on the date specified in such notice and for the same consideration payable pursuant to the Qualifying Offer. The provisions of article 9.5. and, to the extent directed by written direction of the Investor, articles 9.8. and 9.9. shall apply mutatis mutandis to any transfer of Shares under this article 9.7.

9.8. Each Other Shareholder shall pay its pro-rata share (calculated by reference to the number of Ordinary Shares held by each Shareholder), as a deduction from the gross pre-tax proceeds to be received pursuant to the Qualifying Offer, without prejudice to any other deductions lawfully required to be made, of the costs incurred by the Accepting Shareholders in connection with the Qualifying Offer and the transfer of Shares pursuant thereto to the extent that it can reasonably be demonstrated that such costs were incurred on behalf of the Other Shareholders.

9.9. The provisions of article 6.14. shall apply to any Sale under this article 9 (but not, for the avoidance of doubt, on a Solvent Reorganisation or an offer by a New Holding Company in connection with a Refinancing).

Art. 10. Tag along.

10.1. If at any time one or more Shareholders (the "Proposed Sellers") propose to sell to any person, in one or a series of related transactions (other than as part of a Solvent Reorganisation), such number of Shares which would, if registered, constitute a Sale (a "Proposed Sale"), the Proposed Sellers shall give written notice of any Proposed Sale to the other holders of Shares at least 20 Business Days prior to the proposed date of completion thereof. Such notice shall set out, to the extent not described in any accompanying documents, the identity of the proposed buyer (the "Proposed Buyer") and to the extent known to the Proposed Sellers, the ultimate beneficial owner of the Proposed Buyer (if any), the sale price and other terms and conditions of payment, the proposed date of sale and the number of Shares to be acquired by the Proposed Buyer.

10.2. The Proposed Sale may not be completed unless the Proposed Buyer has unconditionally (other than in respect of anti-trust clearances) offered to buy all other issued Ordinary Shares (other than any Ordinary Shares already held by the Proposed Buyer or persons connected to or acting in concert with him) on the following terms:

10.2.1 the consideration paid for each class of Share shall be equal to the amount offered for each class of Share pursuant to the Proposed Sale; and

10.2.2 subject to article 10.3., the consideration shall be in the same form as that offered for the Shares pursuant to the Proposed Sale, shall be paid at the same time and shall be subject to the same payment terms as apply to the Proposed Sale,

(such offer being a "Tag Offer").

10.3. For the purposes of article 10.2., "consideration" shall:

10.3.1 exclude any consideration in the form of any share, debt instrument or other security in the capital of the Proposed Buyer or any member of the Buyer Group or a right to subscribe for or acquire any share, debt instrument or other security in the Proposed Buyer or any member of the Buyer Group provided that, if such form of consideration is to be excluded, an alternative consideration for each relevant Share is offered which is of equivalent value to such consideration; and

10.3.2 for the avoidance of doubt, exclude any right or opportunity offered to a Shareholder to subscribe for or acquire any share, debt instrument or other security in the capital of any member of the Buyer Group which is in addition to the consideration offered for each Share pursuant to the Proposed Sale.

10.4. A Tag Offer shall be made in writing and shall remain open for acceptance for not less than 21 days.

10.5. If the Proposed Buyer has also agreed to purchase Preference Shares and/or Loan Notes from the Proposed Sellers pursuant to the Proposed Sale, to the extent that some or all of the Shareholders (other than the Proposed Sellers and the Proposed Buyer or persons connected with or acting in concert with them) hold Preference Shares and/or Loan Notes (as applicable), the Proposed Buyer must also offer to acquire (at such consideration per Preference Share or Loan Note as is equal to the consideration per Preference Share or Loan Note (as applicable) offered to the Proposed Sellers pursuant to the Proposed Sale) the same proportion of the Preference Shares and/or Loan Notes (as applicable) held by such Shareholders as the proportion of Preference Shares and/or Loan Notes (as applicable) to be transferred by the Proposed Sellers bears to the total number of Preference Shares and/or Loan Notes (as applicable) held by the Proposed Sellers prior to the transfer. The relevant provisions of this article 10 shall apply to the Preference Shares and/or Loan Notes held by such Shareholders and references to any Ordinary Shares held by such persons shall be construed accordingly.

10.6. Each Tagging Shareholder shall pay its pro-rata share (calculated by reference to the number of Ordinary Shares held by the Tagging Shareholder(s)), as a deduction from the gross pre-tax proceeds to be received pursuant to article 10.2., without prejudice to any other deductions lawfully required to be made, of the costs incurred by the Proposed Sellers in connection with the Proposed Sale and the transfer of Shares pursuant thereto to the extent that it can reasonably be demonstrated that such costs were incurred on behalf of all the Tagging Shareholders.

10.7. The provisions of this article 10 shall not apply to any Proposed Sale which is a Permitted Transfer under clause 8.

Art. 11. Leavers.

11.1. The provisions of this article 11 shall, subject always to article 11.9., apply to any Leaver and to any Leaver's Shares.

11.2. Within the period commencing on the relevant Leaving Date and expiring on the Final Leaving Date, the Company may serve a Sale Notice. On receipt of a Sale Notice, the relevant Leaver shall, subject to clauses 11.3. and 11.4., be deemed to have transferred, at the Sale Price as determined in accordance with article 11.5., such number of his Leaver's Shares to the person(s) specified in the Sale Notice on the date as set out hereafter. Subject to articles 11.3. and 11.9. and to any delay caused by the Leaver, the transfer of title to the Leaver's Shares in accordance with the Sale Notice shall take place on the date specified in the Sale Notice which shall not be more than 20 Business Days from the date of the Sale Notice (or where there is a dispute as to the Fair Price, within five Business Days of the date on which the Fair Price is agreed or determined in accordance with articles 11.6.3. and 11.7.) subject to the payment of the Sale Price for such Shares.

11.3. At any time after service of a Sale Notice pursuant to article 11.2., but before the transfer of title to Leaver's Shares referred to in such Sale Notice, the Investor and the Leaver may, if they so agree, jointly direct the Company to revoke the Sale Notice relating to a Leaver's Shares, in which case the transfer of the Leaver's Shares contemplated by such Sale Notice shall not take place. Revocation of a Sale Notice in accordance with this article 11.3. shall not preclude the Company from serving a further Sale Notice in accordance with article 11.2.

11.4. The Company may receive the relevant purchase money on behalf of the Leaver and shall enter the name of the proposed transferee in the register of shareholders as the holder of such Leaver's Shares and shall hold the purchase money on trust (without interest) for the Leaver. The receipt of the Company for the purchase money shall be a good discharge to the proposed transferee (who shall not be bound to see to the application thereof) and, after his name has been so entered in the register of shareholders, the validity of the proceedings shall not be questioned by any person. In the case of an acquisition of Leaver's Shares by the Company, the Company shall enter the name of the proposed transferee in the register of shareholders as the holder of such Leaver's Shares and thereafter the Company shall cause such share capital to be cancelled in accordance with applicable law and shall hold the purchase money on trust (without interest) for the Leaver.

11.5. The "Sale Price" shall be (i) in respect of any Preference Shares which are the subject of a Sale Notice the Issue Price plus (in the case of any Class B Preference Shares) the amount of any accrued, but unpaid, dividend attaching thereto, (ii) in respect of any Loan Notes which are the subject of a Sale Notice the nominal value thereof plus the amount of any accrued but unpaid interest thereon and (iii) in respect of any Ordinary Shares:

11.5.1 in the case of a Good Leaver, in respect of the percentage of Class A Ordinary Shares held by the Leaver as set out below in column 2 opposite the period in which the Leaving Date falls, the Issue Price and, in respect of the balance of the Class A Ordinary Shares held by him (if any), the Fair Price;

11.5.2 in the case of a Good Leaver or a Bad Leaver, in respect of Class B Ordinary Shares held by the Leaver, the Fair Price; and

11.5.3 in the case of a Bad Leaver, in respect of Class A Ordinary Shares held by the Leaver, the lower of the Issue Price and the Fair Price,

provided that, in the case of any Leaver's Shares which were originally acquired by that Leaver by way of transfer rather than subscription, references to the "Issue Price" in this article 11.5. shall in relation to these Shares be deemed to be references to the lower of the Issue Price and the amount paid by such Leaver on such transfer.

(1)	(2)
Period during which the relevant Shareholder becomes a Leaver (Years after the Relevant Date)	Percentage of Class A Ordinary Shares
0-1	80%
1-2	60%
2-4	40%
4-5	25%
More than 5	20%

11.6. In this article 11:

11.6.1 a Leaver shall be deemed to be a "Good Leaver" in circumstances where the relevant person:

(a) ceases to be a Relevant Employee solely as a result of the relevant Group Company ceasing to be a subsidiary of the Company;

(b) dies;

(c) due to illness or injury ceases to be a Relevant Employee or becomes a Non-Contributory Employee;

(d) ceases to be employed by any Group Company as a result of his employment being terminated by the relevant Group Company for any reason other than for gross professional misconduct, criminal conviction related to the business of the Group or personal bankruptcy. For the purposes of this article 11.6.1.(d), "gross professional misconduct" shall mean conduct which under Swiss employment law allows the relevant Group Company to terminate the employment relationship immediately for good cause in the sense of article 337 of the Swiss Code of Obligation and, in the case of a dispute between the parties as to whether a Leaver has ceased to be employed for gross professional misconduct, a decision of a competent Swiss court or tribunal (from which there is no appeal) that a Leaver has not been dismissed for gross professional misconduct shall be binding on the parties (and, in circumstances where a Leaver's Shares have been purchased on the basis of the Leaver being a Bad Leaver but such Leaver is in fact determined to be a Good Leaver, the Investor shall procure that the Leaver receives the difference between the price he received for his Leaver's Shares and the price he should have received on the basis he was, in fact, a Good Leaver); or

(e) is (in the absolute discretion of the Investor) designated a Good Leaver by the written direction of the Investor;

11.6.2 a Leaver shall be deemed to be a "Bad Leaver" in circumstances where he is not deemed to be a Good Leaver;

11.6.3 the "Fair Price" shall be (i) in the event that (a) the Leaver or the Company is in material breach of any material provision of a Shareholders' Agreement and, if capable of remedy, the breach has not been remedied within 14 days from a written notice to that effect or (b) the Company or any member of the Group is in material default under any financing documents, the Loan Note Instrument, any shareholder loan agreement or any other form of debt instrument where the amount lent to the Company or any member of the Company Group is more than CHF 1,000,000, such price as the Company shall reasonably determine - without any recourse to the Auditors (as defined in article 21) or an Independent Expert - within 10 Business Days of the date of the Sale Notice calculated on the basis of a valuation of the Company using an EBITDA multiple of 6, minus Net Financial Debt; or (ii) where no such default or breach exists, such price as the Leaver and (with the written consent of the Investor) the Company shall agree, within 10 Business Days of the Leaving Date calculated on the basis of a valuation of the Company using an EBITDA multiple of 6, minus Net Financial Debt, or, failing such agreement, such price as the Auditors (or if the Auditors are unable or unwilling to act for any reason or the Investor so directed by written direction, an Independent Expert) shall determine pursuant to article 11.7. using the same valuation formula described above (including for the avoidance of doubt all the financial debt items contained within the definition of Net Financial Debt); and

11.6.4 the "Relevant Date" (for the purposes of calculating the period specified in column (1) of the table in article 11.5. above) shall be the later of the Completion Date and the date upon which the relevant Shareholder first acquired any Shares).

11.7. If the Fair Price falls to be determined by the Auditors (which expression shall, for the purposes of this article 11.7., be deemed to include a reference to the Independent Expert if the Auditors are unable or unwilling to act or if article 11.6.3. applies):

11.7.1 the Company shall immediately instruct the Auditors to determine the Fair Price based on a valuation of the Company calculated on the basis of the formula set out in article 11.6.3;

11.7.2 the Auditors shall certify the Fair Price as soon as possible (and in any event within 15 Business Days) after being instructed by the Company and in so certifying the Auditors shall be deemed to be acting as experts and not as arbitrators;

11.7.3 the Auditors shall receive submissions from the parties and be entitled to request from them, and any Group Company (and such persons shall agree to use their reasonable endeavours to provide) any additional information they may reasonably consider necessary, provided that the legal principles of due process and contradiction be fully complied with;

11.7.4 the certificate of the Auditors shall, in the absence of manifest error, be final and binding; and

11.7.5 the Company shall procure that any certificate required hereunder is obtained with due expedition and the cost of obtaining such certificate shall be borne by the Company unless the Fair Price as determined by the Auditors is not more than the price (if any) which the Company had previously notified to the Leaver as being in its opinion the Fair Price (or, if the price which the Company had previously notified was zero, the Fair Price as determined by the Auditors is not more than 5% of the Issue Price of such Shares), in which event the cost shall be borne by the Leaver.

11.8. Where any Further Leaver Shares are acquired (by way of subscription or transfer) by a Leaver after the Final Leaving Date, the provisions of this article 11 shall apply to such Further Leaver Shares on the same terms (including as to price per Share or Loan Note or other security or loan note) as applied to the Leaver's Shares save that:

11.8.1 in respect of the Further Leaver Shares, for the purposes of article 11.2., the Final Leaving Date shall be the date which is six (6) months from the date on which those Further Leaver Shares were acquired by the Leaver; and

11.8.2 for the purposes of article 11.5.1., the percentage in respect of the Further Leaver Shares shall be 100%.

11.9. Notwithstanding anything to the contrary in a Shareholders' Agreement, a Leaver who holds Class B Ordinary Shares, Class B Preference Shares or Loan Notes shall be entitled, by notice in writing to the Company and the Investor, to refuse (in his absolute discretion) to sell all, but not some only, of the Class B Ordinary Shares, Class B Preference Shares and Loan Notes held by such Leaver (and his/its Permitted Transferees) pursuant to this article 11 (Leavers) and in such circumstances the Leaver shall continue to be bound by the provisions of the Articles with respect to such Shares and Loan Notes, including without limitation article 7 (Transfer of shares) and article 9 (Drag along) of the Articles, and in such circumstances the Investor (in its absolute discretion) shall be entitled, by written direction of the Investor, to give notice to the Company that any Class A Ordinary Shares and/or any Class A Preference Shares which are the subject of a Sale Notice be retained by the Leaver and the Sale Notice be thereby revoked with respect to such Shares. Furthermore, notwithstanding anything to the contrary in the Articles and in particular, but without limitation, in articles 6 and 24 of the Articles) if a Bad Leaver so decides to not sell his Class B Preference Shares and Loan Notes, he shall not, in the absence of the written consent of the Investor to the contrary and notwithstanding any redemption of Class B Preference Shares held by the Investor or repayment of Loan Notes held by the Investor, be entitled to have any of his Class B Preference Shares redeemed or any of his Loan Notes repaid unless and until an Exit occurs.

Art. 12. Meetings of the shareholders of the Company.

12.1. The sole shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders. The decisions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn-up in writing.

12.2. In case of plurality of shareholders, any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

12.3. The annual general meeting of the shareholder(s) of the Company shall be held, in accordance with the Law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of such meeting, on the third Wednesday of June of each year at 11:00 a.m. If such day is not a Business Day for banks in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following Business Day.

12.4. The annual general meeting of the shareholder(s) of the Company may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the sole director, or in case of plurality of directors, the Board of Directors, exceptional circumstances so requires.

12.5. Other meetings of the shareholder(s) of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

Art. 13. Notice, Quorum, Powers of attorney and Convening notices.

13.1. The notice periods and quorum required by law shall govern the notice for, and conduct of, the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

13.2. Each share is entitled to one vote.

13.3. Except as otherwise required by the Law or by these Articles, or by a Shareholders' Agreement, resolutions at a meeting of the shareholders of the Company duly convened will be passed by a simple majority of the votes of the shareholders present or represented.

13.4. An extraordinary general meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles.

13.5. If the first of the conditions in article 13.4. is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles, by means of notices published twice, at an interval of at least fifteen days and at least fifteen days before the meeting in the Luxembourg official gazette, the Memorial, and in two Luxembourg newspapers. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate the relevant business regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes of the shareholders present or represented.

13.6. The nationality of the Company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased only with the unanimous consent of the shareholders and bondholders (if any).

13.7. A shareholder may act at any meeting of the shareholders of the Company by appointing another person as his proxy in writing whether in original, by telefax, cable, telegram or telex.

13.8. Any shareholder may participate in a meeting of the shareholders of the Company by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear and speak to each other and properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

13.9. If all the shareholders of the Company are present or represented at a meeting of the shareholders of the Company, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 14. Management.

14.1. The Company shall be managed by a board of directors (the "Board of Directors") of at least three (3) directors (the "Directors"). The Board of Directors shall be composed of at least one and up to two class A Directors which may be designated by the Investor (the "Class A Directors"), at least one class B Director (the "Class B Directors") and at least one class C Director (the "Class C Directors"). The members of the Board of Directors need(s) not be shareholder(s) of the Company. Any Director shall be elected for a term not exceeding six years and shall be eligible for re-election.

14.2. The Investor is entitled from time to time to nominate for appointment to the Board of Directors (and to any committee of the Board of Directors) any such number of Directors as it wishes, including two (2) Class A Directors, or to instruct the general meeting of shareholders to remove any such Directors with or without cause and, upon removal, to nominate other people for appointment in their place. Any appointment or removal pursuant to this article 14.2. shall be made in accordance with the following (as applicable):

14.2.1 in the case of an appointment of a Director to the Board of Directors, the Investor shall nominate the relevant person for appointment by notice in writing to the Company, and on receipt of such notice the Company shall promptly convene a general meeting of the shareholders, who shall effect such appointment; and

14.2.2 in the case of a removal of a Director from the Board of Directors, the general meeting of shareholders shall promptly effect the removal following the proposal from the Investor.

14.3. The Investor shall be entitled to send a representative (an "Investor Representative") to attend and speak at, but not to vote at, any meetings of the Board of Directors of the Company.

14.4. The Class A Directors and any Investor Representative shall be entitled to disclose to the Investor, and to any of its advisers, such information concerning the Company or any company which is a subsidiary undertaking of the Company as they think fit subject to the provisions of article 66 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 15. Meetings of the Board of Directors of the Company.

15.1. In case of plurality of Directors, the Investor shall be entitled at any time to nominate a Chairman, to propose the removal of such person for any reason whatsoever (whether as a Director or Chairman or both) and to nominate another person in his place and the provisions of article 14.2. shall apply mutatis mutandis. The entitlement shall be in addition to the rights of the Investor under article 14.

15.2. If at any time there is no Chairman, one of the Class A Directors shall act as interim Chairman.

15.3. The Board of Directors may choose a secretary, who need not be a Director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and the minutes of the general meetings of the shareholder(s) of the Company.

15.4. The Board of Directors shall meet upon request by the Chairman or any two Directors, at the place indicated in the notice of meeting which shall, in principle, be in Luxembourg. Unless the Class A Directors agree otherwise, the Company shall procure that at least 4 meetings of the Board of Directors are held in each calendar year (at intervals of not more than 4 months) at the Company's registered office (or such venue as is agreed by the Class A Directors).

15.5. The Chairman shall send to each Director:

15.5.1 unless otherwise agreed by the Directors, not less than 10 days' notice of each meeting of the Board of Directors or of a committee of the Board of Directors (save in the case of an emergency, in which case such notice as is reasonably practicable in the circumstances shall be given);

15.5.2 an agenda in writing of the business to be transacted at the meeting and all papers to be circulated in connection with or presented to it, and, unless the Directors otherwise agree, no business shall be transacted at any such meeting of the Company, except for that specified in the agenda relating to it; and

15.5.3 as soon as practicable after each such meeting, a copy of the minutes signed by the Chairman.

15.6. No business shall be transacted at any meeting of the Board of Directors unless a quorum is present at the time when the meeting proceeds to business and remains present during the transaction of such business.

15.7. Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing, in writing whether in original, by telefax, cable, telegram or telex, another Director as his or her proxy.

15.8. Other than with the prior written consent of the Investor, the quorum for the transaction of business of the Board of Directors shall be half of the Directors, of whom, at least one shall be a Class A Director (or his proxy) and a quorum of Directors must be present throughout all meetings of the Board. If a quorum is not present, the Directors may act only for the purpose of convening a general meeting of the shareholders of the Company.

15.9 Each Director shall make reasonable endeavours to attend each meeting of the Board in person in Luxembourg. Notwithstanding this, a Director (or proxy) may validly participate in a meeting of the Board of Directors or a committee of the Board of Directors through the medium of conference telephone or similar form of communications equipment provided that all persons participating in the meeting are able to hear and speak to each other throughout such meeting.

15.10 Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting.

Art. 16. Powers of the Board of Directors of the Company. The Board of Directors of the Company is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the Law, or by the Articles to the general meeting of shareholder(s) of the Company fall within the competence of the Board of Directors in accordance with the provisions of the Articles.

Art. 17. Delegation of powers. The Board of Directors is authorised to appoint a person, either Director or not, without the prior authorisation of the general meeting of the shareholder(s) of the Company, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

Art. 18. Binding signatures. The Company shall be bound towards third parties by the joint signature of two Directors, at least one of which shall be a Class B Director, in all matters or the joint signatures or single signature of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 17 of these Articles.

Art. 19. Remuneration and Audit Committees. The Board of Directors shall constitute a remuneration committee (the "Remuneration Committee") to determine the emoluments from time to time of the employees of the Group and an audit committee (the "Audit Committee") to review the annual financial statements of the Group before submission to the Board of Directors for approval and to review reports from management and the external auditors on accounting and internal control matters. The Remuneration Committee and the Audit Committee shall each comprise the Class A Directors and the Chairman and such other Directors as are nominated by the Board of Directors. The chief financial officer of the Group shall be a member of the Audit Committee. A Class A Director shall have a casting vote in the case of an equality of votes at either the Remuneration Committee or the Audit Committee.

Art. 20. Conflict of interests.

20.1. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

20.2. Any Director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

20.3. In the event that any Director of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such Director shall make known to the Board of Directors of the Company such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, shall be reported to the next following general meeting of the shareholder(s) of the Company which shall ratify such transaction.

20.4. In case there is only one shareholder in the Company, article 20.3. does not apply and the transactions that are entered into between the Company and the Director having an opposite interest to the one of the Company are simply to be recorded in minutes.

20.5. Article 20.3. and 20.4. do not apply when the relevant transactions/operations are made in the normal course of business of the Company and are entered into on arm's length terms.

Art. 21. Statutory auditor.

21.1. The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditor(s) (commissaire(s)) (an "Auditor"). The statutory auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be eligible for re-election.

21.2. The statutory auditor(s) will be appointed by the general meeting of shareholder(s) of the Company which will determine their number, their remuneration and the term of their office. The statutory auditor(s) in office may be removed at any time by the general meeting of shareholder(s) of the Company with or without cause.

Art. 22. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on the first January of each year and shall terminate on the thirty-first of December of each year.

Art. 23. Allocation of profits.

23.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by the Law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 above.

23.2. Subject to (i) the Board of Directors recommending payment of the same, (ii) the consent of the Investor and (iii) the provisions of the present article, any available profits which the Company may determine to distribute in respect of any financial year shall be distributed amongst the holders of the Class A Ordinary Shares and Class B Ordinary Shares (pari passu as if the same constituted one class of share) according to the number of such shares held by the relevant shareholder at the relevant time.

23.3. The Company shall, before application of any profits to reserve or for any other purpose, except for the mandatory application to the legal reserve, accrue the B Preference Dividend at the annual rate of 10% of the issue price per share (excluding any associated tax credit) compounded annually on 31 December in each year which shall accrue daily and be calculated in respect of the period to such date assuming a 365-day year. For the avoidance of doubt, the Class A Preference Shares shall not carry any right to a dividend.

23.4. Unless directed to the contrary by the holders of a majority in number of the Class B Preference Shares, the accrued B Preference Dividend shall be declared by the Company and paid immediately prior to an Exit or, if earlier:

23.4.1 the date falling 5 years after the Completion Date; or

23.4.2 the date of any earlier redemption of the relevant Class B Preference Shares,

to the person registered as the holder of the relevant Class B Preference Shares on that date and shall be deemed to accrue from day to day after as well as before the commencement of a voluntary dissolution or liquidation of the Company and shall therefore be payable by a liquidator in respect of any period after such commencement in priority to other claims or rights of shareholders in respect of share capital.

23.5. The B Preference Dividend shall, provided the Company has sufficient available profits out of which to pay the same and notwithstanding that such dividend is expressed to be cumulative, automatically become a debt due from, and immediately payable by, the Company once declared as specified in article 23.4.

23.6. Where by reason of the Company having had insufficient available profits it is in arrears with the payment of any B Preference Dividend, the first available profits arising thereafter shall be applied first, in or towards paying off all accruals and/or unpaid amounts of B Preference Dividend and thereafter in or towards redeeming all Class B Preference Shares which have not been redeemed on or by the due date for redemption in accordance with article 6.3. to 6.13. (Redemption rights).

Art. 24. Dissolution and Liquidation.

24.1. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the general meeting of shareholder(s) of the Company adopted in the manner required for amendment of the Articles. In the event that the Company is dissolved, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the general meeting of the shareholder(s) of the Company deciding such liquidation. Such general meeting of shareholder(s) of the Company shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s).

24.2. Subject to article 6 and the provisions on a return of capital on liquidation or otherwise (except on a Solvent Reorganisation), the surplus assets of the Company remaining after the payment of its liabilities (including, for the avoidance of doubt, any debts arising from non-payment of B Preference Dividends) and all other sums payable in priority shall be applied in the following order:

24.2.1 in priority to any payments to be made pursuant to articles 24.2.2 to 24.2.5. (inclusive), in paying to each holder of Class B Preference Shares in respect of each Class B Preference Share of which it is the holder, an amount equal to (i) 100% of the nominal value of the Class B Preference Share and (ii) the aggregate amount of any accruals and/or unpaid amounts of B Preference Dividend (to be calculated down to and including the date of the return of capital and to be payable irrespective of whether such dividend would be unlawful by reason of there being insufficient available profits);

24.2.2 in priority to any payments to be made pursuant to articles 24.2.3. to 24.2.5. (inclusive), in paying to each holder of Class A Preference Shares in respect of each Class A Preference Share of which it is the holder, an amount equal to 100% of the nominal value of the Class A Preference Share;

24.2.3 in priority to any payments to be made pursuant to articles 24.2.4. and 24.2.5. (inclusive), in paying to each holder of Class B Ordinary Shares in respect of each Class B Ordinary Share of which it is the holder, an amount equal to 100% of the nominal value of the Class B Ordinary Share;

24.2.4 in priority to any payments to be made pursuant to article 24.2.5., in paying to each holder of Class A Ordinary Shares in respect of each Class A Ordinary Share of which it is the holder, an amount equal to 100% of the nominal value of the Class A Ordinary Share; and

24.2.5 the balance of such assets (if any) after all payments to be made in priority shall be distributed amongst the holders of the Class A Ordinary Shares and the Class B Ordinary Shares (pari passu as if the same constituted one class of Shares) according to the number of such ordinary shares held by the relevant shareholder at the relevant time.

Art. 25. Applicable law. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law.

Art. 26. Definitions. Wherever used in these Articles, unless otherwise defined herein, or unless the context shall otherwise require, shall have the same meaning ascribed to them therein, and the following terms have the following meanings:

"Accepting Shareholders" has the meaning set forth in article 9.3.

"Articles" means the articles of association of the Company.

"Assets Sale" means a sale by the Company or any other Group Company of all or substantially all of the Group's business, assets and undertaking to a single buyer or to one or more buyers as part of a single transaction or series of connected transactions (other than as part of a Solvent Reorganisation).

"B Preference Dividend" means, in respect of each Class B Preference Share, a fixed cumulative preferential dividend.

"Board of Directors" has the meaning set forth in article 14.

"Business Day" means any day other than a Saturday, Sunday or English, or Luxembourg, public or bank holiday.

"Buyer Group" means the Proposed Buyer and its subsidiary undertakings, its parent undertaking (whether direct or indirect) and any other subsidiary undertakings of such parent undertaking at the relevant time) (and to the extent known to the Proposed Sellers, the ultimate beneficial owner of the Proposed Buyer (if any)).

"Call Option" means the option that any Other Shareholder which has failed to comply with its obligation under article 9.4. is deemed to have granted with respect to his Shares to each Accepting Shareholder.

"Chairman" means a non-executive Director who shall be appointed as chairman of the Board of Directors.

"Class A Ordinary Shares" has the meaning set forth in article 5.

"Class A Preference Shares" has the meaning set forth in article 5.

"Class B Ordinary Shares" has the meaning set forth in article 5.

"Class B Preference Shares" has the meaning set forth in article 5.

"Co-Investment Scheme" means any co-investment scheme, being a scheme under which certain officers, employees, members or partners of an Investor or its investment adviser, general partner, manager, operator, nominee or any member of its Investor Group are entitled or required (as individuals or through a Fund or any other vehicle) to acquire Shares and/or any other security issued by any member of the Group.

"Company" has the meaning set forth in article 1.

"Company Redemption Notice" means a prior notice in writing of the redemption given by the Company to the holders of the Preference Shares falling to be redeemed.

"Completion Date" means 18 December 2012.

"Defaulting Shareholder" has the meaning set forth in article 7.

"Director" has the meaning set forth in article 14.

"Drag Completion Date" means the date specified by the Accepting Shareholders.

"Drag Notice" means a written notice given by the Accepting Shareholders to the Other Shareholders (which shall include the name of the Offeror and, to the extent known to the Accepting Shareholders, the ultimate beneficial owners of the Offeror (if any)).

"EBITDA" means historical Group earnings before interest, taxes, depreciation and amortisation as per the latest consolidated audited financial statements of the Company.

"Employee Taxation" means the amount for which any Group Company becomes liable to account in respect of income tax and employee's and/or employer's national insurance/social security contributions or equivalent and associated interest and penalties or any equivalent amount in any jurisdiction.

"Exit" means a Sale, an Assets Sale, a Quotation or a Liquidation.

"Family Member" means any one or more of the Relevant Employee's spouse or children (including step-children).

"Family Trust" means in relation to a Relevant Employee, a trust or settlement set up wholly for the benefit of that person and/or that person's Family Members.

"Final Leaving Date" means the date which is six (6) months from the relevant Leaving Date.

"FPO" means the Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion Order) 2005.

"Fund" means any fund, bank, company, unit trust, investment trust, investment company, limited, general or other partnership, industrial provident or friendly society, any collective investment scheme (as defined by the Financial Services

and Markets Act 2000 in the United Kingdom), any investment professional (as defined in article 19(5) of the FPO), any high net worth company, unincorporated association or partnership (as defined in article 49(2) of the FPO), or any high value trust (as defined in article 49(6) of the FPO), any pension fund or insurance company or any person who is an authorised person under the Financial Services and Markets Act 2000 in the United Kingdom.

"Fund Participant" means any partner, unitholder, shareholder or other participant in, or operator, manager or custodian of, any Fund.

"Further Drag Shares" has the meaning set forth in article 9.7.

"Further Leaver Shares" means any Shares or Loan Notes or other securities or loan notes acquired by a Leaver after the Final Leaving Date.

"Garden Leave" means any period during which the Company or any other Group Company shall, in respect of an employee and pursuant to the service agreement between the Company or relevant Group Company and that employee, cease or have ceased to provide that employee with work following notice of termination being given by the Company or other relevant Group Company pursuant to such service agreement.

"Group" means the Company and any company which is a subsidiary undertaking of the Company from time to time and references to "Group Company" and "members of the Group" shall be construed accordingly.

"Independent Expert" means a partner of at least 10 years' standing at Ernst & Young LLP, KPMG LLP, Deloitte LLP, PricewaterhouseCoopers LLP or, where no such person is able or willing to act, or where the Investor, by written direction of the Investor, so directs, any other reputable international accountancy firm nominated by the Board of Directors (with the written consent of the Investor) (in each case acting as an expert and not as an arbitrator) who shall, in either case, be engaged on terms to be agreed by the Board of Directors (with the written consent of the Investor).

"Investor" means the holder of a majority of the Class B Ordinary Shares from time to time.

"Investor Associate" means in relation to an Investor:

- (a) each member of that Investor's Investor Group (other than the Investor itself);
- (b) any general partner, limited partner or other partner in, or trustee, nominee, custodian, operator or manager of, or investment adviser to, the Investor or any member of its Investor Group;
- (c) any group undertaking of any general partner, trustee, nominee, custodian, operator or manager of, or investment adviser to, the Investor or any member of its Investor Group (excluding any portfolio company thereof);
- (d) any Fund which has the same general partner, trustee, nominee, operator, manager or investment adviser as the Investor or any member of its Investor Group;
- (e) any Fund which is advised, or the assets of which (or some material part thereof) are managed (whether solely or jointly with others), by the Investor or any member of its Investor Group;
- (f) any Fund in respect of which the Investor or any member of its Investor Group is a general partner; and/or
- (g) any Co-Investment Scheme of the Investor or its investment adviser, manager, operator, nominee or any member of its Investor Group.

"Investor Group" means in relation to an Investor, that Investor and its subsidiary undertakings or, as the case may be, that Investor, any parent undertaking, whether direct or indirect, of that Investor and any other subsidiary undertaking of any such parent undertaking from time to time (excluding any portfolio company thereof).

"Law" has the meaning set forth in article 1 of the Articles.

"Leaver" means:

- (a) any Shareholder who is on or at any time after the Completion Date a Relevant Employee and who subsequently ceases, or has ceased, to be a Relevant Employee;
- (b) any Shareholder who is on or at any time after the Completion Date a Relevant Employee, who remains a Relevant Employee but who becomes or has become a Non-Contributory Employee;
- (c) any Shareholder being a company and a Permitted Transferee of Christophe Malavallon (in accordance with article 8 above), which ceases to be controlled by Christophe Malavallon within the meaning of section 1124 of the Corporation Tax Act 2010;
- (d) any Shareholder who is (or is the nominee of) a Family Member of any person who is on or at any time after the Completion Date a Relevant Employee, who subsequently either ceases to be a Relevant Employee or remains a Relevant Employee but who becomes or has become a Non-Contributory Employee;
- (e) any Shareholder who is (or is the nominee of) the trustee of a Family Trust of any person who is on or at any time after the Completion Date a Relevant Employee, who subsequently either ceases to be a Relevant Employee or remains a Relevant Employee but who becomes or has become a Non-Contributory Employee, in each case in respect of the Shares held on behalf of such person or on behalf of any Family Member of such person;
- (f) any Shareholder (not being an Investor) holding Shares as a result of a transfer made after the Completion Date by a person in relation to whom such Shareholder was a Permitted Transferee who ceases to be such a Permitted Transferee in relation to such person, including, without limitation, any Shareholder who ceases to be the spouse of a Relevant Employee;

(g) any person who holds or becomes entitled to any Shares (i) following the death of a Shareholder, (ii) following the bankruptcy of a Shareholder (if an individual) or the receivership, administrative receivership, administration, liquidation or other arrangement for the winding-up (whether solvent or insolvent and including anything which is analogous to the foregoing in a relevant jurisdiction) of a Shareholder (if a company) not being an Investor or a nominee of an Investor, or (iii) following the exercise of an option after ceasing to be a Relevant Employee or whilst a Relevant Employee after becoming a Non-Contributory Employee; or

(h) any Shareholder holding Shares as a nominee for any person who is on or at any time after the Completion Date a Relevant Employee, who subsequently either ceases, or who has ceased, to be a Relevant Employee or who remains a Relevant Employee but who becomes, or has become, a Non-Contributory Employee, in either case in respect of the Shares held on behalf of such person,

provided that, for the purposes of this definition, a person shall be deemed to cease or have ceased to be a Relevant Employee on the date on which the relevant individual is given notice of termination of his employment or, as the case may be upon the commencement of any period during which the relevant individual is placed on Garden Leave, (notwithstanding that the relevant individual remains an employee of the Company or any other Group Company) or in the case of a Relevant Employee who has become a Non-Contributory Employee, upon the date on which the Relevant Employee was designated as a Non-Contributory Employee by the Board of Directors (with written consent of the Investor).

"Leaver's Shares" means, subject to article 11.9. all of the Shares and Loan Notes held by a Leaver, or to which he is entitled, on the Leaving Date, and any Shares and Loan Notes acquired by the Leaver after the Leaving Date whether under an employee share scheme or otherwise, or to which he is entitled after the Leaving Date.

"Leaving Date" means the date on which the relevant person becomes a Leaver.

"Liquidation" means a voluntary dissolution or liquidation of the Company.

"Loan Note Instrument" means the loan note instrument constituting the Loan Notes dated 18 December 2012 (as amended, supplemented, novated or replaced from time to time).

"Loan Notes" means the CHF12,380,000 10% unsecured convertible loan notes 2018 constituted by the Loan Note Instrument or, as the case may be, the amount of such Loan Notes from time to time issued and outstanding, and references to a "Loan Note" shall be construed accordingly.

"Net Financial Debt" means all financing liabilities of the Group, calculated as the sum of all interest bearing, and interest free, payables including but not limited to bank credits, borrowings, shareholder loans, accrued interest thereon, and other debts of the Company (including leasing liabilities, factoring, pension liabilities, senior debt and accrued interest on senior debt, and liabilities relating to late suppliers and late social security contributions/taxes and other financial debt and debt of other members of the Group), less cash and cash equivalents. For the avoidance of doubt, for the purposes of calculating "Fair Price", each of the financial debt items contained within the definition of Net Financial Debt shall be taken from the latest consolidated audited financial statement of the Company and reconciled, as appropriate, to the relevant Leaving Date.

"New Holding Company" means a new holding company of the Company formed for the purpose of facilitating a Refinancing or a Quotation.

"Non-Contributory Employee" means an employee who ceases or has ceased for any reason to work for or provide any contribution to the Group for a period of more than six consecutive months (excluding any period of Garden Leave or maternity, adoption or paternity leave) and who is designated by the Board of Directors.

"Offeror" means any person making a Qualifying Offer including, for the avoidance of doubt, in connection with a Solvent Reorganisation or an offer by a New Holding Company in connection with a Refinancing where the share ownership structure of that company will, following such Refinancing, be materially similar to the share ownership structure of the Company prior to the Refinancing.

"Offeror Group" means the Offeror and its subsidiary undertakings, its parent undertakings (whether direct or indirect) and any subsidiary undertakings of such parent undertaking at the relevant time.

"Other Shareholders" has the meaning set forth in article 9.4.

"Permitted Transferee" means, in respect of a Shareholder, a person to whom such person is permitted to transfer Shares under article 8.

"Qualifying Offer" means a bona fide offer in writing on arm's length terms which is made by or on behalf of any Offeror which is communicated to any one or more of the Shareholders, and which is for all of the Ordinary Shares not already owned by the Offeror or persons connected or acting in concert with the Offeror and, to the extent that any of the Preference Shares are not or will not be redeemed in accordance with the provisions of articles 6 and 21 on or before the date on which the sale resulting from the Qualifying Offer is completed, for all the Preference Shares not already so owned.

"Quotation" means the admission of the whole of any class of the issued share capital of the Company (or any New Holding Company) to the Official List of the Financial Services Authority, and to trading on the London Stock Exchange's market for listed securities, or to trading on the Alternative Investment Market of the London Stock Exchange, or on

any other Recognised Stock Exchange or other stock exchange nominated by the directors of the Company appointed by the Investor.

"Refinancing" means a refinancing or recapitalisation of the Company (with the written consent of the Investor) including the repayment or redemption of all or any of the Shares and/or any shares, loan notes (including the Loan Notes) or other debt securities issued by the Company or any other Group Company.

"Relevant Date" means, for the purposes of calculating the period specified in column (1) of the table in article 11.5 above, the later of the Completion Date and the date upon which the relevant Shareholder first acquired any Shares.

"Relevant Employee" means (a) an employee of the Company or any other Group Company and/or (b) a Director or director of any Group Company (other than a Class A Director).

"Relevant Shareholder" has the meaning set forth in article 7.7.

"Relevant Shares" has the meaning set forth in article 7.7.

"Sale" means the sale of all (or such lower percentage as may be specified by the Class A Directors) of the Shares to a single buyer or to one or more buyers as part of a single transaction or a series of connected transactions (other than as part of a Solvent Reorganisation).

"Sale Notice" means a notice served on a Leaver by the Company (which notice may be served on one or more occasions if the first and subsequent notices do not relate to all of the Leaver's Shares) notifying him that he is, with immediate effect but subject always to article 11.9., deemed to have offered such number and class of his Leaver's Shares to the Company or to such person(s) (including the Company and/or the Investor) as the Company may specify in the notice.

"Security Interest" means any mortgage, charge (whether fixed or floating) lien, encumbrance, option, pledge, assignment, trust arrangement or other security interest of any kind and any agreement (whether conditional or otherwise) to create any of the foregoing.

"Share" means any share in the capital of the Company from time to time.

"Shareholder Redemption Notice" has the meaning set forth in article 6.7.

"Shareholders' Agreement" means any shareholders' agreement relating to the Company.

"Solvent Reorganisation" means a solvent reorganisation of the Group by any means, including the acquisition of the Company by a New Holding Company, or any other reorganisation involving the Company's share or debt capital (including the conversion, consolidation, sub-division, reclassification or redesignation (as appropriate) of Shares into a single class of ordinary shares) in preparation for an Exit.

"Tagging Shareholder" means a Shareholder who accepts a Tag Offer."

Second resolution

As a consequence of the above resolution, the Meeting resolves that the members of the board of directors of the Company shall be designated as "class A directors", "class B directors" and "class C directors" as follows:

- Mr. Olivier Antomarchi, class A director of the Company,
- Mr. Erick Rinner, class A director of the Company,
- Mr. Alan Botfield, class B director of the Company,
- Mr. Christophe Malavallon, class C director of the Company,
- Mr. Christophe de Buchet, class C director of the Company, and
- Mr. Alan Tawil-Kummerman, class C director of the Company and chairman of the board of directors of the Company.

Third resolution

The Meeting resolves to amend the books and registers of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any director of the Company, acting individually, to proceed in the name of the Company with the registration of such changes in the books and registers of the Company.

Estimation of costs

The costs, expenses, fees and charges, in any form whatsoever, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital increase, have been estimated at about 1.800 euro

Deed

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that upon request of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version; upon request of the appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, the persons appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le deux avril.

Par devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue l'assemblée générale extraordinaire (l'«Assemblée») des actionnaires de ITX International S.A., une société anonyme constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (la «Société»), constituée selon un acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 26 novembre 2012, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 18 décembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 02 mars 2013 numéro 519.

L'Assemblée est présidée par M. Mickaël Emeraux, maître en droit, résidant professionnellement à Luxembourg (le «Président»)

Le Président nomme Mlle Laure Jacquet, employée privée, résidant professionnellement à Luxembourg en tant que secrétaire de l'Assemblée (le «Secrétaire»).

L'Assemblée élit Mlle Claire Guilbert, avocate, résidant professionnellement à Luxembourg en tant que scrutatrice (le «Scrutateur»).

Le Président, le Secrétaire et le Scrutateur sont collectivement dénommés le «Conseil de l'Assemblée».

Les actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée et le nombre d'actions qu'ils détiennent figurent sur une liste de présence qui restera annexée au présent acte après avoir été signée par les parties comparantes et le notaire.

Les procurations des actionnaires représentés à l'Assemblée et signées par toutes les parties resteront également annexées au présent acte.

Le Conseil de l'Assemblée ayant ainsi été constitué, le Président déclare et demande au notaire instrumentant d'acter que:

I. les quinze millions cinq cents quatorze mille (15.514.000) actions de la Société, nominatives, ayant une valeur nominale de un Franc Suisse (CHF 1) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont dûment représentées à cette Assemblée de sorte que l'Assemblée est valablement constituée et peut délibérer sur les points de l'ordre du jour reproduits ci-dessous.

II. l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Modification et refonte complète des statuts de la Société, à l'exception de l'article 1 et de l'article 4 qui restent inchangés;

2. Suite à la modification de la composition du conseil d'administration au point 1 ci-dessus, modification de la classe de M. Olivier Antomarchi et M. Erick Rinner de «administrateurs investisseurs» à «administrateurs de classe A», modification de la classe de M. Alan Botfield de «administrateur indépendant» à «administrateur de classe B» et modification de la classe de M. Christophe Malavallon, M. Christophe de Buchet and M. Alan Tawil-Kummerman de «administrateurs indépendants» à «administrateurs de classe C»; et

3. Divers.

Les actionnaires de la Société présents ou représentés ont parfaite connaissance de l'ordre du jour de l'Assemblée qui leur a été communiqué par avance.

L'Assemblée, après délibération, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de modifier et procéder à la refonte complète des statuts de la Société, à l'exception de l'article 1 «Forme et dénomination» et de l'article 4 «Objet social», qui auront désormais la teneur suivante:

STATUTS COORDONNES

« **Art. 1^{er}. Forme et Dénomination.** Il existe une société anonyme de droit luxembourgeois, sous la dénomination de ITX International S.A. (la «Société») qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi») ainsi que par les présents Statuts (les «Statuts»).

Art. 2. Siège Social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il pourra être transféré dans les limites de la commune par simple décision de l'Administrateur unique ou, en cas de pluralité d'Administrateurs, du Conseil d'Administration.

2.2. Il peut être créé par simple décision de l'Administrateur unique ou, en cas de pluralité d'Administrateurs, du Conseil d'Administration, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque que l'Administrateur unique ou, en cas de pluralité d'Administrateurs, le Conseil d'Administration décide que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège

social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, qui restera une société luxembourgeoise malgré le transfert provisoire de son siège social.

Art. 3. Durée de la Société.

3.1. La Société est constituée pour une durée illimitée.

3.2. Elle peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'assemblée générale de l'actionnaire/des actionnaires de la Société prise de la manière requise pour la modification des Statuts.

3.3. La mort, la dissolution de l'actionnaire unique n'entraînera pas la dissolution de la Société.

Art. 4. Objet social.

4.1. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée, y compris des sociétés de personnes. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

4.2. La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder, par voie de placement privé, à l'émission de parts et d'obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre gager, nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

4.3. La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques liés aux crédits ainsi qu'aux fluctuations de change, de taux d'intérêt et autres risques.

4.4. La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tous transferts de propriété mobiliers ou immobiliers, qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent de manière directe ou indirecte. Cependant, à l'occasion de l'accomplissement de ses activités financières, et pour éviter toute incertitude, la Société s'abstiendra de mettre en oeuvre, une quelconque activité financière qui serait sujette à un permis ou à une autorisation, à moins que la Société ait obtenu un tel permis ou autorisation des autorités de surveillance financières.

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social souscrit de la Société est fixé à quinze millions cinq cent quatorze mille francs suisses (CHF 15.514.000) représenté par (i) cent cinquante mille (150.000) actions ordinaires de classe A («Actions Ordinaires de Classe A»), (ii) un million cinq cent mille (1.500.000) actions privilégiées de classe A («Actions Privilégiées de Classe A»), (iii) huit cent cinquante mille (850.000) actions ordinaires de classe B («Actions Ordinaires de Classe B») et (iv) treize millions quatorze mille (13.014.000) actions privilégiées de classe B («Actions Privilégiées de Classe B») et avec les Actions Privilégiées de Classe A, les «Actions Privilégiées», divisées en (a) un million huit cent cinquante-neuf mille cent quarante-trois (1.859.143) sous-classe B1, (b) un million huit cent cinquante-neuf mille cent quarante-trois (1.859.143) sous-classe B2, (c) un million huit cent cinquante-neuf mille cent quarante-trois (1.859.143) sous-classe B3, (d) un million huit cent cinquante-neuf mille cent quarante-trois (1.859.143) sous-classe B4, (e) un million huit cent cinquante-neuf mille cent quarante-trois (1.859.143) sous-classe B5, (f) un million huit cent cinquante-neuf mille cent quarante-trois (1.859.143) sous-classe B6 et (g) un million huit cent cinquante-neuf mille cent quarante-deux (1.859.142) sous-classe B7, d'une valeur nominale d'un franc suisse (CHF 1,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

Excepté si le contexte le requiert autrement, toute référence faite ci-après aux «actions» ou «Actions» inclut les Actions Ordinaires de Classe A, les Actions Privilégiées de Classe A, les Actions Ordinaires de Classe B et les Actions Privilégiées de Classe B et toute référence faite ci-après aux «Actionnaires» ou à l'«Actionnaire» s'interprète en conséquence.

Excepté si le contexte le requiert autrement, toute référence faite ci-après aux «Actions Privilégiées de Classe B» inclura toute sous-classe d'Actions Privilégiées de Classe B.»

5.2 Le capital social souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale de(s) de l'actionnaire(s) adoptée comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Actions.

6.1. Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de(s) l'actionnaire(s).

6.2. Pour les actions nominatives, un registre des actionnaires de la Société sera tenu au siège social de la Société et pourra être examiné par chaque actionnaire. Le registre contiendra le nom de chaque actionnaire, son lieu de résidence ou domicile élu, le nombre d'actions détenu par lui, les paiements effectués pour chaque action et tous transferts d'actions

et les dates respectives de ces transferts. La propriété des actions nominatives sera établie par l'inscription au registre des actionnaires de la Société.

6.3. La Société peut acquérir et détenir ses propres actions conformément aux conditions et limites prévues par la loi.

6.3. Chaque actionnaire de la Société utilisera ses droits par rapport à la Société pour obtenir de toutes les Actions Privilégiées qu'elles soient, pour autant que ce soit légal et conforme aux Statuts, rachetables immédiatement avant une Sortie, et conviendra:

6.3.1 d'exercer ses droits de vote et ses droits; et

6.3.2 de prendre d'autres mesures nécessaires, pour effectuer ce rachat ou tout rachat conformément à l'article 6.4. ou à l'article 6.7.

6.4. La Société peut, avec l'Accord de l'Investisseur et conformément aux modalités de tout document de finance auquel le Groupe est partie et si elle obtient toutes les approbations appropriées selon la loi applicable, à tout moment et à condition qu'un préavis écrit d'au moins vingt-cinq Jours Ouvrables soit adressé aux détenteurs des Actions Privilégiées, racheter ce nombre total d'Actions Privilégiées, tel que précisé dans le préavis.

6.5. En revanche, en l'absence d'un accord entre les détenteurs d'une majorité en nombre d'Actions Privilégiées de Classe B, et sous réserve néanmoins de l'article 11.9. (i) tout rachat conformément à l'article 6.3. ou l'article 6.4. sera un rachat d'Actions Privilégiées de Classe B (en priorité sur tout rachat des Actions Privilégiées de Classe A) sauf si et jusqu'à ce que toutes les Actions Privilégiées de Classe B aient été rachetées et (ii) tout rachat, soumis à l'article 6.7., se fera au pro rata du nombre d'Actions Préférentielles (de la classe correspondante) détenu par chaque associé.

6.6. Dans les cas où les Actions Privilégiées seront rachetées conformément aux articles 6.3. ou 6.4., la Société donnera aux détenteurs d'Actions Privilégiées considérées être rachetables («un Avis de Rachat de la Société»). Cet avis précisera les Actions Privilégiées précises à racheter et la date fixée pour le rachat (qui dans le cas d'un rachat immédiatement avant une Sortie sera la date prévu pour le rachat) et sera donnée pas moins de 20 ni plus de 30 Jours Ouvrables avant la date fixée pour le rachat. Dans le cas d'un rachat immédiatement avant une Sortie, l'Avis dépendra de cette Sortie s'effectuant dans un délai d'un mois à compter de la date fixée pour le rachat, faute de quoi l'Avis sera abrogé.

6.7. Nonobstant l'article 6.3., et sous réserve néanmoins de l'article 11.9., l'Investisseur peut à tout moment demander à la Société, en lui signifiant par notification (une "Notification de Rachat d'Actionnaire"), de racheter toutes les Actions Privilégiées de Classe B ensuite en circulation si, à tout moment:

6.7.1 la Société n'a pas payé le Dividende Privilégié B dans les 10 Jours Ouvrables à compter de la date d'échéance (indépendamment du fait que ce dividende soit illégal);

6.7.2 la Société n'a pas racheté toute Action Privilégiée conformément aux exigences de cet article 6 endéans 10 Jours Ouvrables à compter de la date d'échéance (indépendamment du fait que ce rachat soit illégal);

6.7.3 une résolution pour la liquidation de la Société, une résolution pour une réduction dans le capital de la Société ou une résolution changeant chacun des droits afférents aux Actions Privilégiées de Classe B;

6.7.4 la Société est en violation substantielle des dispositions matérielles de tout Pacte d'Actionnaires, des Statuts ou de l'Instrument de Prêt;

6.7.5 la Société et/ou toute société du Groupe est en violation substantielle de toutes les modalités de chaque document de finance auquel la Société ou toute société du Groupe; ou

6.7.6 tout actionnaire (autre que l'Investisseur) est en violation substantielle de toutes les modalités de tout Pacte d'Actionnaires ou de l'Instrument de Prêt ou des Statuts,

sous réserve que dans le cas où la Société ne puisse pas racheter toutes les Actions Privilégiées de Classe B ensuite en circulation, les Actions Privilégiées de Classe B détenues par l'Investisseur seront rachetées d'abord en priorité sur les Actions Privilégiées de Classe B détenues par tout autre actionnaire.

6.8. L'Investisseur aura le droit de retirer une Notification de Rachat d'Actionnaire dans l'intérêt de la Société par notification écrite à cet effet avant que le rachat ait lieu.

6.9. Lorsqu'une Notification de Rachat d'Actionnaire a été dûment donnée, la Société sera tenue, pour autant que cela soit légal, de racheter les Actions privilégiées visées dans la Notification de Rachat d'Actionnaire le premier Jour Ouvrable suivant la réception de cette notification (dont le jour sera celui de la date fixée pour le rachat).

6.10. Si la Société est incapable de racheter entièrement le nombre approprié d'Actions Privilégiées à la date fixée pour le rachat, la Société rachètera, soumis à l'ordre de priorité prévu aux articles 6.5. et 6.7., autant d'Actions Privilégiées qu'il peut être légalement et proprement racheté et la Société rachètera le solde dès qu'elle sera légalement et proprement capable de le faire.

6.11. A la date fixée pour le rachat, tous les détenteurs d'Actions Privilégiées considérées comme rachetées seront tenus de livrer à la Société, à son siège social, une procuration exécutée autorisant le transfert de ces Actions Privilégiées de manière à ce qu'elles puissent être annulées. Dès réception de cette procuration, la Société paiera au détenteur le montant qu'elle lui doit dans le cadre de ce rachat contre remise d'un accusé de bonne réception des montants du rachat.

Le jour du rachat de toutes les Actions Privilégiées, il sera payé un montant équivalent à:

6.11.1. 100% du prix auquel l'Action Privilégiée en question a été émise; et

6.11.2. toutes les accumulations et/ou les montants impayés du Dividende Privilégié B attaché à toute Action Privilégiée de Classe B, calculés jusqu'à et incluant la date du paiement actuel, et ce montant total deviendra à ce moment, pour autant qu'il soit légal, une dette due par et immédiatement payable par la Société aux détenteurs de ces Actions Privilégiées. Si et dans la mesure où la dette ainsi constituée n'est pas payée dans son intégralité à l'échéance, le montant impayé portera intérêt au taux annuel de 4% au-dessus du taux de base de la Banque de Luxembourg.

6.12. Si la loi requiert la Société de procéder à des déductions ou des retenues sur tout paiement de rachat de tout Action Privilégiée détenue par l'Investisseur, le montant payé sur ce rachat conformément aux articles 6.11.1. et 6.11.2. sera augmenté dans la mesure nécessaire pour garantir qu'après cette déduction ou ce retrait, les destinataires reçoivent une somme nette égale à la somme qu'ils auraient reçue si aucune déduction ou aucun retrait n'avait été effectué.

6.13. Si la Société ne réussit pas ou est incapable de racheter toutes les Actions Privilégiées dans leur intégralité à l'échéance du rachat pour quelque raison que ce soit, toutes les sommes qui peuvent légalement être appliquées pour racheter les Actions Privilégiées seront appliquées dans l'ordre de priorité spécifié aux articles 6.5. et 6.7.

6.14. En cas de Vente, dans ce cas et nonobstant toute indication contraire figurant dans les conditions régissant ladite Vente, mais sous réserve des dispositions de tout Pacte d'Actionnaires, les Actionnaires vendeurs devront, immédiatement avant cette Vente, faire en sorte que la contrepartie (toutes les fois qu'elle est reçue) soit placée sur un compte de dépôt désigné et soit répartie entre ces Actionnaires vendeurs dans les montants et selon l'ordre de priorité qui s'appliqueraient à un retour de capital (conformément à l'article 24.2. ci-dessous).

Art. 7. Transfert des actions.

7.1. Transferts

Aucun transfert de l'intérêt bénéficiaire dans toute Action ou tout Titre d'Emprunt (en dehors de ce qui, pour éviter toute ambiguïté, est envisagé à l'article 7.9 ci-dessous) ne pourra être effectué si les dispositions d'un Pacte d'Actionnaires ne permettent pas le transfert de la propriété juridique de cette Action ou de ce Titre d'Emprunt.

7.2 Toute personne qui détient, ou aurait droit à une Action ou un Titre d'Emprunt ne pourra pas, sans l'accord écrit de l'Investisseur:

7.2.1 Effectuer un transfert de l'un(e) quelconque de ses Actions ou Titres d'Emprunt, en dehors d'un transfert conformément à (i) à la loi et (ii) aux articles 8 (Transferts autorisés), 9 (Vente forcée), 10 (Sortie conjointe) ou 11 (Actionnaires sortants); ou

7.2.2 Créer ou permettre que soit créée une Sûreté sur l'une quelconque de ses Actions ou Titres d'Emprunt.

7.3 Dans le but de se conformer à l'article 7.2.1, la Société pourra (et devra si l'Investisseur le lui demande par une instruction écrite) demander à tout Actionnaire Sortant ou autre Actionnaire de lui fournir toute information et/ou justificatif que le Conseil d'Administration pourra raisonnablement demander en relation avec un transfert envisagé et, faute de fournir cette information et/ou ce justificatif dans les 10 Jours Ouvrables d'une demande en ce sens, le Conseil d'Administration, immédiatement après réception d'une instruction écrite de l'Investisseur, ou plus généralement avec l'accord écrit de ce dernier, notifiera à l'Actionnaire Sortant (comme défini ci-dessous) ou l'Actionnaire Actionnaire Défaillant») qu'un manquement aux dispositions des Statuts relatives au transfert est censé s'être produit, auquel cas la Société refusera d'enregistrer tout transfert des Actions et/ou des Titres d'Emprunt concerné(e)s (suivant le cas) (sauf accord écrit de l'Investisseur).

7.4 Exclusivement au sens de l'article 7.3 ci-dessus, l'expression «Actions Concernées» désigne les Actions que l'Actionnaire Défaillant détient ou celles auxquelles il a droit, toute autre Action émise conformément à l'exercice d'un droit attaché aux Actions Concernées ou conformément à une offre faite au détenteur de celles-ci, et toute Action précédemment détenue par lui qui a été transférée en violation de l'article 7.2.1. ou conformément à l'article 8 (Transferts autorisés).

7.5 Chaque Actionnaire (autre que l'Investisseur) s'engage envers la Société et l'Investisseur, si, conformément aux Statuts, un Pacte d'Actionnaires ou tout autre document de transaction relatif à un tel Pacte d'Actionnaires, il est demandé à toute personne de transférer des Actions et/ou des Titres d'Emprunt auxquels l'Actionnaire a droit à titre de bénéficiaire, à:

7.5.1 obtenir le transfert de l'intérêt légal dans ces Actions et/ou ces Titres d'Emprunt (suivant le cas) au cessionnaire concerné, libre de toute Sûreté et la signature par le détenteur concerné de tout accord, acte et autre document nécessaires pour réaliser ce transfert; et

7.5.2 transférer son intérêt bénéficiaire dans ces Actions et/ou ces Titres d'Emprunt (suivant le cas), libre de toute Sûreté au cessionnaire concerné, en même temps que le transfert de l'intérêt légal dans ces Actions et/ou ces Titres d'Emprunt est réalisé,

et chaque Actionnaire (autre que l'Investisseur) s'engage à signer tout accord, acte et autre document nécessaires pour réaliser ce transfert.

7.6. Par les présentes, chaque Actionnaire désigne irrévocablement un Administrateur pour être son agent afin de signer, remplir et remettre tout formulaire de transfert ou autre document nécessaire pour donner effet aux dispositions de tout Pacte d'Actionnaires conclu pour son compte et en son nom, y compris à l'égard de tout transfert conformément aux articles 7.3., 9 (Vente forcée), 10 (Sortie conjointe) ou 11 (Actionnaires sortants).

7.7. Les dispositions de l'article 7.8 s'appliqueront en ce qui concerne les titres ou actions (les «Actions Concernées») de toute Société du Groupe acquise à tout moment par toute personne (l'«Actionnaire Concerné»), lorsque le droit ou l'opportunité d'acquérir les titres ou actions était disponible en raison d'un emploi de l'un quelconque des Administrateurs ou de toute autre personne dans toute Société du Groupe.

7.8. Dans tous les cas où une Société du Groupe ou toute autre personne est obligée d'effectuer un paiement en ce qui concerne l'Imposition d'un employé à la suite de ou en relation avec ce qui suit:

7.8.1 l'attribution des Actions Concernées à l'Actionnaire Concerné;

7.8.2. l'acquisition des Actions Concernées;

7.8.3 la participation à toute élection ou l'enregistrement en relation avec l'acquisition des Actions Concernées;

7.8.4 la cession des Actions Concernées; ou

7.8.5 tout acte ou action supposée, événement ou chose ayant lieu en relation avec l'attribution, l'acquisition, la détention ou la cession des Actions Concernées et qui entraîne une responsabilité en ce qui concerne l'Imposition Salariale relativement aux Actions Concernées.

L'Actionnaire Concerné accepte (et fera en sorte que l'Employé Concerné accepte) que cette société ou personne puisse recouvrer auprès de lui (ou de l'Employé Concerné) le montant de l'Imposition Salariale ainsi payée de la manière que l'Investisseur jugera appropriée, et (sans limitation de ce qui précède) que cette société ou personne puisse recouvrer l'Imposition Salariale via des déductions sur de futurs paiements (y compris, sans s'y limiter, les salaires ou les primes, sous réserve des lois applicables) et que, dans la mesure où ces déductions ou produits sont insuffisants pour couvrir l'Imposition Salariale, l'Actionnaire Concerné paie ou fasse en sorte que l'Employé Concerné paie à la Société concernée du groupe sur la base que l'Investisseur décidera de manière raisonnable.

7.9. Les dispositions des articles 7.1. à 7.8. ci-dessus ne s'appliquent pas aux hypothèses suivantes, lesquelles ne seront pas et ne seront pas considérées comme un transfert d'Actions ou de Titres d'Emprunt à aucune des fins d'un Pacte d'Actionnaires, des présents Statuts ou de l'Instrument de Prêt:

7.9.1 tout transfert par un Participant à tout Fonds (ou par tout fiduciaire ou mandataire de ce dernier) de tout intérêt dans ce Fonds à toute personne qui est, ou devient à la suite de ce transfert, un Participant de Fonds;

7.9.2 la constitution d'une sûreté sur toute Action ou Titre d'Emprunt enregistré au nom d'un Investisseur ou d'un mandataire de celui-ci ou sur un intérêt dans un Fonds; et

7.9.3 la cession ou le transfert (avec l'accord écrit de l'Investisseur) de la propriété à titre de bénéficiaire de toute Action ou Titre d'Emprunt enregistré au nom d'un Investisseur ou de tout mandataire de celui-ci à un Associé d'Investisseur ou son mandataire.

7.10 Les Actions seront transférées moyennant une déclaration de transfert écrite enregistrée dans le registre des actionnaires de la Société, cette déclaration de transfert devant être signée par le cédant et le cessionnaire, ou par les personnes détenant les mandats appropriés. La Société pourra également accepter à titre de preuve du transfert tout autre instrument de transfert lui donnant satisfaction.

Art. 8. Transferts autorisés d'actions. Nonobstant les dispositions de l'article 7.2.1:

8.1 tout Employé Concerné pourra à tout moment transférer les Actions et/ou les Titres d'Emprunt à:

8.1.1 un Membre de la Famille de plus de 18 ans;

8.1.2. aux fiduciaires d'une Fiducie Familiale; ou

8.1.3 dans le cas de Christophe Malavallon et uniquement à l'égard des Actions Ordinaires de Classe B, de ses Actions Privilégiées de Classe B et de ses Titres d'Emprunt, à toute société désignée par lui.

Sous réserve que (a) à la suite de ce transfert l'Employé Concerné conserve au moins 50 % du nombre (i) de toutes les classes d'Actions et (ii) de Titres d'Emprunt qu'il détenait à la suite de l'émission ou du transfert initial (suivant le cas) de ceux-ci et, dans le cas d'un transfert aux fiduciaires d'une Fiducie Familiale, sous réserve que l'accord écrit de l'Investisseur ait été donné quant à la structure de cette Fiducie Familiale (l'Investisseur ayant reçu de la part de l'Employé Concerné toute information pertinente prouvant le contrôle et la structure de ce trust nécessaire pour que l'Investisseur puisse prendre sa décision); et (b) le Membre de la Famille concerné, les fiduciaires ou la société (suivant le cas) (i) s'engageront (sous une forme raisonnablement acceptable pour l'Investisseur) à exercer tous les droits de vote attachés à ces Actions ou ces Titres d'Emprunt, et à signer toute forme de mandat, accord à brève échéance et autre document relatif à cet exercice conformément aux instructions de l'Employé Concerné; (ii) donneront à l'Employé Concerné un pouvoir complet, inconditionnel et irrévocable pour transférer ces Actions au nom du Membre de la Famille, des fiduciaires ou de la société (suivant le cas) lors d'une Vente, ou accepter une Cotation, une Liquidation ou une Vente d'Actifs au nom de cette/ces personne(s); et (iii) remettront toute preuve d'identité que la Société ou l'Investisseur pourra demander à des fins de lutte contre le blanchiment d'argent;

8.2 Tout Actionnaire étant un fiduciaire d'une Fiducie Familiale pourra transférer à tout moment toute Action ou tout Titre d'Emprunt qu'il détient en cette qualité:

8.2.1 aux nouveaux fiduciaires ou fiduciaires restants d'une Fiducie Familiale lors de tout changement de fiduciaires;

8.2.2 à l'Employé Concerné ou l'un quelconque des Membres de la Famille âgé de plus de 18 ans au moment où il y a droit en vertu des conditions d'une Fiducie Familiale,

sous réserve que les dispositions de l'article 8.1.3.(a) et (b) s'appliquent à ce transfert.

8.3. Chaque Investisseur (ou toute personne détenant des Actions et/ou des Titres d'Emprunt en qualité de mandataire, dépositaire, fiduciaire ou autre au nom de l'Investisseur) pourra transférer à tout moment l'intérêt légal et/ou bénéficiaire dans toute Action ou tout Titre d'Emprunt détenu par lui à :

8.3.1 un autre Investisseur, investisseur en capital risque/institutionnel ou toute autre personne qui, en faisant l'acquisition de l'intérêt concerné dans lesdites Actions, devient ou deviendra l'Investisseur;

8.3.2 l'Associé d'Investisseur de cet Investisseur ou tout autre membre du Groupe d'Investisseurs de cet Investisseur;

8.3.3 toute personne qui devient un directeur ou un conseiller d'un(e) société, fonds ou d'un partenariat en place de ce Cédant, ou en plus de ce dernier;

8.3.4 le propriétaire bénéficiaire (beneficial owner) des Actions et/ou des Titres d'Emprunt (suivant le cas), y compris, sans s'y limiter, à toute personne qui devient un associé gérant, un mandataire ou un fiduciaire d'une société en commandite (limited partnership), d'une société d'investissement à capital variable (unit trust) ou de sociétés d'investissement (investment trust);

8.3.5 les associés d'une société en commandite (ou leurs mandataires) ou aux détenteurs de parts dans une société d'investissement à capital variable (ou leurs mandataires) lors d'une distribution en nature ou autre en vertu de l'accord de partenariat ou de l'acte de fiducie concerné;

8.3.6 le mandataire ou dépositaire de cet Investisseur; ou

8.3.7 les Administrateurs ou employés existants ou nouveaux du Groupe.

8.4 L'Investisseur pourra transférer les Actions Ordinaires de Classe A et les Actions Privilégiées de Classe A qu'il détient aux Administrateurs ou employés existants ou nouveaux du Groupe.

8.5. Tout Actionnaire détenant des Actions et/ou des Titres d'Emprunt à la suite d'un transfert effectué par une personne à l'égard de laquelle cet Actionnaire était un Cessionnaire Autorisé pourra transférer à tout moment toute Action ou tout Titre d'Emprunt à la personne qui a transféré à l'origine ces Actions ou ces Titres d'Emprunt (ou à tout autre Cessionnaire Autorisé de ce cédant original), sous réserve que ce cessionnaire original soit resté un Actionnaire; et

8.6. Tout Actionnaire pourra transférer des Actions ou des Titres d'Emprunt avec l'accord écrit de l'Investisseur.

8.1.

Art. 9. Vente forcée.

9.1. Sous réserve des articles 9.2., 9.8. et 9.9., la contrepartie due pour chaque Action de la même classe conformément à l'Offre Qualifiante sera du même montant, de la même forme, payable à la même date et sera plus généralement soumise aux mêmes conditions de paiement.

9.2. Afin de déterminer si la contrepartie due conformément à l'Offre Qualifiante satisfait aux conditions de l'article 9.1., le terme «contrepartie»:

9.2.1 exclura toute contrepartie sous forme d'action, titre de créance ou autre garantie sur le capital de l'Offrant ou de tout membre du Groupe de l'Offrant, ou tout droit de souscription à, ou pour acquérir une action, un titre de créance ou autre garantie sur le capital de l'Offrant ou de tout membre du Groupe de l'Offrant, sous réserve que, si cette forme de contrepartie doit être exclue, l'Offre Qualifiante prévoit une contrepartie alternative pour chaque Action concernée qui soit d'une valeur équivalente à cette contrepartie autre qu'en espèces; et

9.2.2 pour éviter toute ambiguïté, exclura tout(e) option, droit préférentiel ou autre droit ou opportunité offert(e) de souscrire à ou d'acquérir une action, un titre de créance ou autre garantie sur le capital de l'Offrant ou de tout membre du Groupe de l'Offrant qui est en plus de la contrepartie offerte pour chaque Action aux termes de l'Offre Qualifiante.

9.3. Si les détenteurs de plus de 50 % des Actions Ordinaires de Classe B alors en circulation (les «Actionnaires Acceptants») ont indiqué par écrit qu'ils souhaitaient accepter l'Offre Qualifiante, dans ce cas les dispositions du présent article 9 s'appliqueront.

9.4. Les Actionnaires acceptants pourront remettre un Avis de Vente Forcée aux Actionnaires restants (les «Autres Actionnaires») informant de leur souhait d'accepter l'Offre Qualifiante, et chacun des Autres Actionnaires deviendra dès lors tenu d'accepter ladite Offre et de transférer à l'Offrant (ou son mandataire) l'intérêt légal et bénéficiaire attaché à leurs Actions, avec une garantie de pleine propriété à la Date de Réalisation de la Vente Forcée en remettant à la Société à cette date ou avant celle-ci un contrat de vente dûment signé, ou une forme d'acceptation (acceptable pour les Actionnaires Acceptants) en vertu duquel/de laquelle les Autres Actionnaires font et assument des déclarations et garanties en ce qui concerne (exclusivement) la propriété des Actions détenues par eux et devront, si cela leur est demandé par une instruction écrite de l'Investisseur, signer et remettre tout autre document de transfert qui pourra être demandé à l'effet de transférer tout(e) action, titre de créance ou autre garantie à l'Offrant (ou son mandataire).

9.5 Si un Actionnaire supplémentaire ne respectait pas ses engagements aux termes de l'article 9.4., il sera dans ce cas censé avoir accordé une Option d'Achat. L'Option d'Achat sera censée avoir été exercée par l'Avis de Vente Forcée. Dès réception par la Société (en dépôt pour cet Actionnaire) de la contrepartie due pour les Actions Concernées, la Société enregistra le transfert des Actions à l'Actionnaire acceptant dans le registre des actionnaires. Dans cette hypothèse, si la contrepartie offerte aux Autres Actionnaires inclut le droit de souscrire à ou d'acquérir une action, un titre

de créance ou autre garantie sur le capital de l'Offrant (ou de tout membre du Groupe de l'Offrant) comme alternative (que ce soit en tout ou partie) à la contrepartie payable en espèces, les Actionnaires acceptant auront alors également le droit de choisir quelle alternative accepter au nom de l'Autre/des Autres Actionnaire(s) concerné(s) (et pourront choisir différentes alternatives pour différents Autres Actionnaires) et ni le Conseil d'Administration, ni la Société ni tout Actionnaire acceptant n'encourent de responsabilité à l'égard des Autres Actionnaires en relation avec ce choix.

9.6. Si l'Offrant a également accepté d'acheter des Titres d'Emprunt aux Actionnaires Acceptants, et dans la mesure où certains ou tous les Autres Actionnaires détiennent des Titres d'Emprunt, l'Avis de Vente Forcée pourra également demander à chacun des Autres Actionnaires de transférer la totalité des Titres d'Emprunt qu'ils détiennent à l'Offrant pour une contrepartie égale à la contrepartie offerte par ce dernier aux Actionnaires Acceptants pour les Titres d'Emprunt. Les dispositions concernées du présent article 9 s'appliqueront aux Titres d'Emprunt détenus par les Autres Actionnaires et toute référence aux Actions de tout Actionnaire supplémentaire sera interprétée en conséquence.

9.7. Si des Actions sont attribuées par la Société (que ce soit à la suite de l'exercice d'options ou de droits préférentiels préexistants ou autrement) à tout moment après la date de l'Avis de Vente Forcée («Actions Consécutives à une Vente Forcée»), les Actionnaires Acceptants (dont la composition sera déterminée sans tenir compte des détenteurs d'Actions consécutives à une Vente forcée qui sont des Actions Ordinaires de Classe A ou des Actions Privilégiées de Classe A) seront autorisés à remettre une notification écrite aux détenteurs d'Actions Consécutives à une Vente Forcée obligeant ces derniers, ainsi que les Actionnaires Acceptants, d'accepter l'Offre Qualifiante et de transférer à l'Offrant (ou son mandataire) leurs Actions Consécutives à une Vente Forcée avec une garantie de pleine propriété à la date spécifiée dans cette notification et pour la même contrepartie que celle de l'Offre Qualifiante. Les dispositions des articles 9.5. et, dans la mesure où l'Investisseur en fait la demande par instruction écrite, l'article 9.8. et 9.9. s'appliqueront en conséquence à tout transfert d'Actions en vertu du présent article 9.7.

9.8. Chaque Actionnaire supplémentaire paiera sa quote-part (calculée par référence au nombre d'Actions ordinaires détenues par chaque Actionnaire) en déduction du produit brut avant impôt à recevoir conformément à l'Offre Qualifiante, sans préjudice de toute autre déduction qui doit être légalement effectuée, des frais encourus par les Actionnaires Acceptants en relation avec l'Offre Qualifiante et le transfert des Actions conformément à celle-ci, dans la mesure où il peut être raisonnablement démontré que ces frais étaient encourus au nom des Autres Actionnaires.

9.9. Les dispositions de l'article 6.14. s'appliqueront à toute Vente en vertu du présent article 9 (mais non, pour éviter toute ambiguïté, à une Réorganisation Solvable ou à une offre faite par une Nouvelle Société Holding en relation avec un refinancement).

Art. 10. Vente conjointe.

10.1. Si à tout moment un ou plusieurs Actionnaires (les «Vendeurs Envisagés») propose(nt) de vendre à toute personne, dans le cadre d'une opération unique ou d'une série d'opérations connectées (en dehors d'une Réorganisation Solvable), un nombre donné d'Actions qui, si elles sont enregistrées, constitueraient une Vente (une «Vente Envisagée»), les Vendeurs Envisagés remettront une notification écrite de toute Vente Envisagée aux autres détenteurs d'Actions, au moins 20 Jours Ouvrables avant la date envisagée de celle-ci. Cette notification mentionnera, dans la mesure où elle n'est pas déjà indiquée dans tout document d'accompagnement, l'identité de l'acheteur envisagé (l'«Acheteur Envisagé») et, dans la mesure où ils sont connus des Vendeurs Envisagés, le dernier propriétaire bénéficiaire (beneficial owner) de l'Acheteur Envisagé (le cas échéant), le prix de vente et toute autre condition de paiement, la date envisagée de la vente et le nombre d'Actions que l'Acheteur Envisagé souhaite acquérir.

10.2 La Vente Envisagée ne pourra être réalisée que si l'Acheteur Envisagé a proposé d'acheter sans réserve (indépendamment de la réglementation anti-trust) toutes les autres Actions ordinaires émises (autres que les Actions ordinaires déjà détenues par l'Acheteur Envisagé ou les personnes qui lui sont liées ou qui agissent de concert avec lui) aux conditions suivantes:

10.2.1 la contrepartie payée pour chaque classe d'Action sera égale à la somme proposée pour chaque classe d'Action conformément à la Vente Envisagée; et

10.2.2 sous réserve de l'article 10.3., la contrepartie sera de la même forme que celle proposée pour les Actions dans la Vente Envisagée, payée au même moment et soumise aux mêmes conditions de paiement que ce que prévoit la Vente Envisagée,

(cette offre étant une «Offre Conjointe»).

10.3. Au sens de l'article 10.2., «contrepartie»:

10.3.1 exclura toute contrepartie sous forme d'action, titre de créance ou autre garantie sur le capital de l'Acheteur Envisagé ou de tout membre du Groupe de l'Acheteur, ou tout droit de souscription à, ou pour acquérir une action, un titre de créance ou autre garantie sur le capital de l'Acheteur Envisagé ou de tout membre du Groupe de l'Acheteur, sous réserve que, si cette forme de contrepartie doit être exclue, une contrepartie alternative pour chaque Action concernée qui soit d'une valeur équivalente à cette contrepartie soit proposée; et

10.3.2 Pour éviter toute ambiguïté, exclura tout(e) option, droit préférentiel ou autre droit ou opportunité offert(e) de souscrire à ou d'acquérir une action, un titre de créance ou autre garantie sur le capital de tout membre du Groupe de l'Acheteur qui est en plus de la contrepartie offerte pour chaque Action aux termes de la Vente Envisagée.

10.4. Une Offre Conjointe sera faite par écrit et restera ouverte pour acceptation pendant 21 jours au minimum.

10.5. Si l'Acheteur Envisagé a également accepté d'acheter des Actions privilégiées et/ou des Titres d'Emprunt aux Vendeurs Envisagés conformément à la Vente Envisagée, et dans la mesure où certains ou la totalité des Actionnaires (autres que les Vendeurs Envisagés et l'Acheteur Envisagé ou les personnes qui leur sont liées ou qui agissent de concert avec eux) détiennent des Actions privilégiées et/ou des Titres d'Emprunt (suivant le cas), l'Acheteur Envisagé doit également proposer d'acquérir pour une contrepartie par Action privilégiée ou Titre d'Emprunt qui est égale à la contrepartie par Action privilégiée ou Titre d'Emprunt (suivant le cas) proposée aux Vendeurs Envisagés conformément à la Vente Envisagée la même proportion d'Actions privilégiées et/ou de Titres d'Emprunt (suivant le cas) détenus par ces Actionnaires que la proportion d'Actions privilégiées et/ou de Titres d'Emprunt (suivant le cas), qui doivent être transférées par les Vendeurs Envisagés, représente sur le nombre total d'Actions privilégiées et/ou de Titres d'Emprunt (suivant le cas) détenus par les Vendeurs Envisagés avant le transfert. Les dispositions concernées du présent article 10 s'appliqueront aux d'Actions privilégiées et/ou de Titres d'Emprunt détenus par ces Actionnaires et toute référence aux Actions ordinaires détenues par ces personnes sera interprétée en conséquence.

10.6 Chaque Actionnaire Vendant Conjointement paiera sa quote-part (calculée par référence au nombre d'Actions ordinaires détenues par le/les Actionnaire(s) vendant conjointement) en déduction du produit brut avant impôt à recevoir conformément à l'article 10.2, sans préjudice de toute autre déduction qui doit être légalement effectuée, des frais encourus par les Vendeurs Envisagés en relation avec la Vente proposée et le transfert des Actions conformément à celle-ci, dans la mesure où il peut être raisonnablement démontré que ces frais étaient encourus au nom de tous les Actionnaires vendant conjointement.

10.7. Les dispositions du présent article 10 ne s'appliqueront pas à une Vente Envisagée qui est un Transfert autorisé en vertu de l'article 8.

Art. 11. Actionnaires sortants.

11.1. Les dispositions du présent article 11 s'appliqueront, sous réserve de l'article 11.9 à tout Actionnaire Sortant et à toute Action d'Actionnaire Sortant.

11.2. Au cours d'une période commençant à la Date de Départ concernée et prenant fin à la Date Définitive de Départ, la Société aura la faculté de signifier un Avis de Vente. À réception de l'Avis de Vente, l'Actionnaire Sortant concerné sera censé, sous réserve des articles 11.3. et 11.4., avoir transféré, au Prix de vente comme fixé conformément à l'article 11.5., le nombre d'Actions de l'Actionnaire Sortant qu'il détient à la/aux personne(s) spécifié(e)s dans l'Avis de Vente et à la date mentionnée ci-après. Sous réserve des articles 11.3. et 11.9. et de tout retard imputable à l'Actionnaire Sortant, le transfert de propriété des Actions de l'Actionnaire Sortant conformément à l'Avis de Vente aura lieu à la date spécifiée dans celui-ci, laquelle ne pourra être au-delà de 20 Jours Ouvrables à compter de la date de l'Avis de Vente (ou lorsque le Juste prix est accepté ou fixé conformément aux articles 11.6.3 et 11.7.), sous réserve que le Juste prix pour les Actions Concernées ait été payé.

11.3. À tout moment après la signification de l'Avis de Vente conformément à l'article 11.2., mais avant le transfert de la propriété des Actions de l'Actionnaire Sortant auxquelles se réfère ledit Avis, l'Investisseur et l'Actionnaire Sortant pourront, s'ils en sont d'accord, demander conjointement à la Société de révoquer l'Avis de Vente relatif aux Actions de l'Actionnaire Sortant, auquel cas le transfert des Actions de l'Actionnaire Sortant envisagé par cet Avis de Vente n'aura pas lieu. La révocation de l'Avis de Vente conformément au présent article 11.3. n'empêchera pas la Société de signifier un autre Avis de Vente conformément à l'article 11.2.

11.4. La Société pourra recevoir le prix d'achat concerné au nom de l'Actionnaire Sortant et inscrire le nom du cessionnaire envisagé dans le registre des actionnaires comme le détenteur des Actions de l'Actionnaire Sortant, et conservera le prix d'achat en dépôt (sans intérêt) pour le compte de l'Actionnaire Sortant. Le reçu de la Société pour le prix d'achat constituera une décharge valable pour le cessionnaire envisagé (qui ne sera pas censé connaître son affectation) et, après que son nom aura été enregistré dans le registre des actionnaires, la validité de la procédure ne pourra être remise en cause par personne. En cas d'acquisition des Actions de l'Actionnaire Sortant par la Société, celle-ci inscrira le nom du cessionnaire envisagé dans le registre des actionnaires comme le détenteur desdites Actions, et par la suite la Société prendra les mesures pour que le capital social soit annulé conformément à la législation applicable, et conservera le prix d'achat en dépôt (sans intérêt) pour le compte de l'Actionnaire Sortant.

11.5. Le «Prix de vente» sera (i) à l'égard de toute Action privilégiée faisant l'objet d'un Avis de Vente, le Prix d'émission plus (en cas d'Action privilégiée de classe B) le montant de tout dividende accumulé mais non payé qui y est attaché; (ii) à l'égard de tout Titre d'Emprunt faisant l'objet d'un Avis de Vente, la valeur nominale de celui-ci plus le montant de tout intérêt accumulé mais non payé qui y est attaché; et (iii) à l'égard de toute Action ordinaire:

11.5.1 en cas d'Actionnaire non fautif, à l'égard du pourcentage d'Actions Ordinaires de Classe A détenues par celui-ci comme indiqué ci-après à la colonne 2 en face de la période au cours de laquelle la Date de Départ tombe, le Prix d'émission et, à l'égard du solde d'Actions ordinaires détenues par lui (le cas échéant), le Juste prix;

11.5.2 en cas d'Actionnaire non fautif ou d'Actionnaire fautif, à l'égard des Actions Ordinaires de Classe B détenues par l'Actionnaire Sortant, le Juste prix; et

11.5.3 en cas d'Actionnaire fautif, à l'égard des Actions Ordinaires de Classe A détenues par l'Actionnaire Sortant, le Prix d'émission et le Juste prix,

sous réserve que, dans le cas de toute Action de l'Actionnaire Sortant qui a été acquise à l'origine par cet Actionnaire Sortant moyennant un transfert plutôt qu'une souscription, toute référence dans le présent article 11.5. au «Prix d'émission» sera censée être, en relation avec ces Actions, une référence au prix le plus bas entre le Prix d'émission et le montant payé par cet Actionnaire Sortant à la date de ce transfert.

(1) Période au cours de laquelle l'Actionnaire Concerné devient un Actionnaire Sortant (Nombre d'années après la Date Concernée) Pourcentage d'Actions Ordinaires de Classe A	(2) Pourcentage d'Actions Ordinaires de Classe A
0-1	80 %
1-2	60 %
2-4	40 %
4-5	25 %
Plus de 5	20 %

11.6. Dans le présent article 11:

11.6.1 un Actionnaire Sortant sera censé être un «Actionnaire non fautif» dans des circonstances où la personne concernée:

(a) cesse d'être un Employé Concerné uniquement en raison du fait que la Société concernée du Groupe cesse d'être une filiale de la Société;

(b) décède;

(c) cesse d'être un Employé Concerné ou devient un Employé non Contributif, en raison de la maladie ou d'une blessure;

(d) cesse d'être employé par une Société du Groupe en raison du fait que son contrat de travail a été résilié par la Société concernée du Groupe pour d'autres motifs qu'une faute professionnelle grave, une condamnation pénale en relation avec l'activité du Groupe ou la faillite personnelle. Au sens du présent article 11.6.1 (d), «faute professionnelle grave» désigne une conduite qui, en vertu du droit du travail suisse, permet à la Société concernée du Groupe de résilier immédiatement le contrat de travail pour motif légitime, au sens de l'article 337 du Code suisse des obligations et, en cas de litige entre les parties quant à savoir si un Actionnaire Sortant a cessé d'être employé pour faute professionnelle grave, une décision rendue par une cour ou un tribunal compétent suisse (statuant en dernier ressort) spécifiant qu'un Actionnaire Sortant n'a pas été licencié pour faute professionnelle grave sera opposable aux parties (et, dans le cas où les Actions de l'Actionnaire Sortant ont été achetées sur la base du fait que l'Actionnaire Sortant était un Actionnaire fautif, et que cet Actionnaire Sortant s'avère être un Actionnaire non fautif, l'Investisseur fera en sorte que l'Actionnaire Sortant reçoive la différence entre le prix qu'il a reçu pour les Actions de l'Actionnaire Sortant qu'il détenait et le prix qu'il aurait dû recevoir en se basant sur le fait qu'il était un Actionnaire non fautif); ou

(e) est (à l'entière discrétion de l'Investisseur) désigné comme étant un Actionnaire non fautif par décision de l'Investisseur.

11.6.2 un Actionnaire Sortant sera censé être un «Actionnaire fautif» dans les cas où il n'est pas censé être un Actionnaire non fautif.

11.6.3 le «Juste prix» sera (i) dans le cas où (a) l'Actionnaire Sortant ou la Société manque gravement à l'une quelconque des dispositions de tout Pacte d'Actionnaires et, si le manquement peut être corrigé, il ne l'est pas dans les 14 jours suivant une notification écrite remise à cet effet; ou (b) la Société ou tout membre du Groupe contrevient gravement à un document de financement, l'Instrument du Prêt, toute convention de prêt d'Actionnaire ou toute autre forme de titre de créance dans lequel le montant prêté à la Société ou tout membre du Groupe de sociétés est supérieur à 1 000 000 CHF, le prix que la Société déterminera de manière raisonnable - sans recourir aux Auditeurs (comme défini à l'article 21) ou un Expert Indépendant - dans les 10 Jours Ouvrables suivant la date de l'Avis de Vente calculé sur la base d'une évaluation de la Société en utilisant un EBITDA multiple de 6, moins l'Endettement Financier Net; ou (ii) lorsqu'aucun manquement n'existe, le prix que l'Actionnaire Sortant et (avec l'accord écrit de l'Investisseur) la Société accepteront, dans les 10 Jours Ouvrables suivant la Date de Départ calculé sur la base d'une évaluation de la Société en utilisant un EBITDA multiple de 6, moins l'Endettement Financier Net, ou, faute d'accord, le prix que les Auditeurs (ou un Expert Indépendant, si les Auditeurs sont dans l'incapacité d'agir ou ne le souhaitent pas pour quelque raison que ce soit, ou si l'Investisseur fait une demande en ce sens par instruction écrite) détermineront conformément à l'article 11.7. en utilisant la même formule d'évaluation décrite ci-dessus (y compris, pour éviter toute ambiguïté, tous les éléments de dettes contenus dans la définition de l'Endettement Financier Net); et

11.6.4 la «Date Concernée» (dans le but de calculer la période spécifiée à la colonne (1) du tableau auquel se réfère l'article 11.5 ci-dessus) la plus tardive des dates entre la Date de Réalisation et la date à laquelle l'Actionnaire Concerné a acquis pour la première fois toute Action).

11.7. s'il appartient aux Auditeurs de fixer le Juste prix (cette expression sera censée, au sens du présent article 11.7., inclure une référence à l'Expert Indépendant si les Auditeurs sont dans l'incapacité d'agir ou ne le souhaitent pas ou si l'article 11.6.3 s'applique):

11.7.1 la Société demandera immédiatement aux Auditeurs de fixer le Juste prix basé sur l'évaluation de la Société calculée en appliquant la formule décrite à l'article 11.6.3;

11.7.2 les Auditeurs certifieront dès que possible le Juste prix (et dans tous les cas dans les 15 Jours Ouvrables) suivant la demande de la Société, et en certifiant les Auditeurs seront censés agir comme des experts et non comme arbitres.

11.7.3 les Auditeurs recevront des observations de la part des parties et seront autorisés à leur demander, et à toute Société du Groupe (et ces personnes s'engageront à déployer tous les efforts raisonnables pour fournir) toute information complémentaire qu'ils pourront raisonnablement considérer comme nécessaire, sous réserve que les principes juridiques d'une procédure impartiale et contradictoire soient pleinement respectés.

11.7.4 l'attestation des Auditeurs sera, en l'absence d'erreur manifeste, définitive et opposable; et

11.7.5 la Société fera en sorte que toute attestation requise en vertu des présents Statuts soit obtenue en toute diligence et que le coût d'obtention de celle-ci soit à la charge de la Société, à moins que le Juste prix tel que fixé par les Auditeurs ne soit pas supérieur au prix (le cas échéant) que la Société avait initialement notifié à l'Actionnaire Sortant et qui était à son avis le Juste prix (ou que, si le prix que la Société avait initialement notifié était de zéro, le Juste prix tel que fixé par les Auditeurs ne soit pas supérieur à 5 % du Prix d'émission des Actions), auquel cas le coût sera à la charge de l'Actionnaire Sortant.

11.8. Lorsque toute Action supplémentaire de l'Actionnaire Sortant sont acquises (moyennant souscription ou transfert) par un Actionnaire Sortant après la Date Définitive de Départ, les dispositions du présent article 11 s'appliqueront à ces Actions Supplémentaires de l'Actionnaire Sortant, aux mêmes conditions (y compris en ce qui concerne le prix par Action ou Titre d'Emprunt ou autre garantie ou prêt) que celles appliquées aux Actions de l'Actionnaire Sortant, sauf que:

11.8.1 en ce qui concerne les Actions Supplémentaires de l'Actionnaire Sortant, la Date Définitive de Départ sera, au sens de l'article 11.2., celle qui est six (6) mois après la date à laquelle ces Actions Supplémentaires de l'Actionnaire Sortant ont été acquises par l'Actionnaire Sortant; et

11.8.2 au sens de l'article 11.5.1, le pourcentage relatif aux autres Actions de l'Actionnaire sera de 100 %.

11.9. Nonobstant toute indication contraire dans tout Pacte d'Actionnaires, un Actionnaire Sortant qui détient des Actions Ordinaires de Classe B, des Actions Privilégiées de Classe B ou des Titres d'Emprunt sera autorisé, moyennant une notification écrite remise à la Société et à l'Investisseur, à refuser (à son entière discrétion) de vendre la totalité des, mais non uniquement certain(e)s, Actions Ordinaires de Classe B, Actions Privilégiées de Classe B ou Titres d'Emprunt détenu(e)s par lui (et son/ses Cessionnaires autorisés) conformément à l'article 11 (Actionnaires sortants), et dans cette hypothèse l'Actionnaire Sortant continuera d'être lié par les dispositions des présents Statuts relativement à ces Actions et Titres d'Emprunt, y compris, sans s'y limiter, l'article 7 (Transfert des actions) et l'article 9 (Vente forcée) des Statuts, et l'Investisseur sera (à son entière discrétion) autorisé, par instruction écrite de ce dernier, à remettre une notification à la Société demandant que toute Action ordinaire de classe A et/ou toute Action privilégiée de classe A faisant l'objet d'un Avis de Vente soit/soient conservée(s) par l'Actionnaire Sortant et que l'Avis de Vente soit révoqué à l'égard de ces Actions. En outre et nonobstant toute indication contraire dans les présents Statuts et notamment, sans s'y limiter, les articles 6 et 24 des Statuts, si un Actionnaire fautif décide de ne pas vendre ses Actions Privilégiées de Classe B et ses Titres d'Emprunt, il ne sera pas, en l'absence d'accord écrit contraire de l'Investisseur et nonobstant tout rachat d'Actions Privilégiées de Classe B détenues par l'Investisseur ou remboursement des Titres d'Emprunt détenus par ce dernier, autorisé à faire racheter l'une quelconque de ses Actions Privilégiées de Classe B ou rembourser l'un quelconque de ses Titres d'Emprunt, à moins qu'une Sortie ne se produise.

Art. 12. Assemblées des actionnaires de la Société.

12.1 L'actionnaire unique assume tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires par la Loi. Les décisions de l'actionnaire unique sont consignées dans des procès-verbaux ou prises par écrit.

12.2. En cas de pluralité d'actionnaires, toute assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

12.3. L'assemblée générale annuelle de(s) l'actionnaire(s) de la Société se réunit, conformément à la Loi, au siège social de la Société à Luxembourg à l'adresse de son siège social ou à tout autre endroit dans la municipalité du siège social spécifié dans la convocation de l'assemblée, le troisième mercredi de juin de chaque année à 11 h. Si ce jour n'est pas un Jour Ouvrable bancaire à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se réunit le premier Jour Ouvrable qui suit.

12.4. L'assemblée générale annuelle de l'actionnaire/des actionnaires de la Société peut se réunir à l'étranger si l'Administrateur unique, ou en cas de pluralité d'Administrateurs, le Conseil d'Administration, estime que des circonstances exceptionnelles l'exigent.

12.5 Les autres assemblées de(s) l'actionnaire(s) de la Société sont tenues aux lieux et places spécifiés dans les convocations respectives de chaque assemblée.

Art. 13. Convocation, Quorum, Procurations, Avis de convocation.

13.1. Les conditions posées par la loi en matière de délai de convocation et de quorum régiront les convocations et la tenue des assemblées des actionnaires de la Société, sauf disposition contraire des Statuts.

13.2. Chaque action donne droit à une voix.

13.3. À moins que la Loi, les Statuts ou un Pacte d'Actionnaires n'en disposent autrement, les résolutions d'une assemblée des actionnaires de la Société dûment convoquée seront valablement prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

13.4. Une assemblée générale extraordinaire convoquée pour la modification des Statuts ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié du capital est représentée et que l'ordre du jour indique les propositions de modification des Statuts.

13.5. Si la première des conditions de l'article 13.4. n'est pas remplie, une seconde assemblée est convoquée, de la manière prévue par les Statuts, par des avis publiés deux fois dans le journal officiel du Luxembourg, le Mémorial, et dans deux journaux luxembourgeois, à un intervalle d'au moins quinze jours et au moins quinze jours avant l'assemblée. L'avis de convocation reprend l'ordre du jour et indique la date et l'issue de l'assemblée précédente. La seconde assemblée pourra valablement délibérer sur la question à l'ordre du jour quelque soit le capital représenté. Au cours de chaque assemblée, les résolutions ne peuvent être prises que par une majorité représentant les deux tiers des actionnaires présents ou représentés.

13.6. La nationalité de la Société peut être modifiée et l'engagement de ses actionnaires augmenté uniquement avec l'accord unanime des actionnaires et obligataires de la Société (le cas échéant).

13.7. Tout actionnaire pourra se faire représenter à toute assemblée des actionnaires de la Société en désignant une autre personne comme son mandataire par écrit, que ce soit par remise d'une procuration originale ou par télécopie, câble, télégramme ou télex.

13.8. Tout actionnaire peut participer à une assemblée des actionnaires de la Société par conférence téléphonique ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre, se parler et délibérer dûment. Une telle participation sera assimilée à une présence physique.

13.9. Si tous les actionnaires de la Société sont présents ou représentés à une assemblée des actionnaires de la Société et considèrent avoir été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra être tenue sans avis de convocation.

Art. 14. Administration.

14.1. La Société sera gérée par un conseil d'administration (le «Conseil d'Administration») d'au moins trois (3) administrateurs (les «Administrateurs»). Le Conseil d'administration sera composé d'au moins un (1) et jusqu'à deux Administrateurs de classe A, lesquels pourront être désignés par l'Investisseur (les «Administrateurs de Classe A»), au moins un Administrateur de classe B (les «Administrateurs de Classe B») et au moins un Administrateur de classe C (les «Administrateurs de Classe C»). Les membres du Conseil d'Administration ne sont pas nécessairement actionnaires de la Société. Tout Administrateur sera élu pour une durée maximale de six ans et sera éligible pour une nouvelle élection.

14.2. L'Investisseur a le droit de proposer la nomination au Conseil d'Administration (et à tout comité du Conseil d'Administration) du nombre d'Administrateurs qu'il souhaite, dont deux (2) Administrateurs de Classe A, ou d'indiquer à l'assemblée générale des actionnaires de révoquer tout Administrateur avec ou sans motif valable et, dès la révocation, de proposer la nomination d'autres personnes à leur place. Toute nomination ou révocation en vertu de cet article 14.2. s'effectuera conformément à ce qui suit (selon le cas):

14.2.1 en cas de nomination d'un Administrateur au Conseil d'Administration, l'Investisseur proposera la nomination de la personne en question par avis écrit adressé à la Société, et dès réception de cet avis, la Société convoquera immédiatement une assemblée générale des Actionnaires qui procédera à cette nomination; et

14.2.2 en cas de révocation d'un Administrateur du Conseil d'Administration, l'assemblée générale des actionnaires de la Société procédera immédiatement à la révocation après la proposition de l'Investisseur.

14.3. L'Investisseur aura le droit d'envoyer un représentant (un «Représentant d'Investisseur») qui participera et prendra la parole, mais ne votera pas, aux réunions du Conseil d'Administration de la Société.

14.4. Les Administrateurs de Classe A et tout Représentant d'Investisseur auront le droit de communiquer à l'Investisseur, et à chacun de ses conseillers, les informations concernant la Société ou toute société qui est une filiale de la Société conformément aux dispositions de l'article 66 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 15. Réunions du Conseil d'Administration.

15.1. En cas de pluralité d'Administrateurs, l'Investisseur pourra à tout moment nommer un Président, proposer la révocation de cette personne pour quelque raison que ce soit (soit en tant qu'Administrateur ou président ou les deux) et proposer la nomination d'une autre personne à sa place et les dispositions de l'article 14.2. s'appliqueront mutatis mutandis. Ce droit s'ajoutera aux droits de l'Investisseur en vertu de l'article 14.

15.2. Si à tout moment il venait à ne pas y avoir de Président, un des Administrateurs de Classe A agirait en tant que Président.

15.3. Le Conseil d'Administration pourra choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être un Administrateur, et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des procès-verbaux des assemblées générales des actionnaires de la Société.

15.4. Le Conseil d'Administration se réunira sur demande du Président ou de deux Administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation qui sera, en principe, à Luxembourg. Sauf accord contraire des Administrateurs de Classe A, la Société obtiendra qu'au moins 4 réunions du Conseil d'Administration soient tenues chaque année calendaire (à intervalles n'excédant pas 4 mois) au siège social de la Société (ou au lieu comme convenu par les Administrateurs de Classe A).

15.5. Le Président enverra à chaque Administrateur:

15.5.1 sauf accord contraire des Administrateurs, un avis écrit au moins 10 jours avant chaque réunion du Conseil d'Administration ou d'un comité du Conseil d'Administration (sauf en cas d'urgence, auquel cas un tel avis est raisonnablement praticable compte tenu des circonstances);

15.5.2 un ordre du jour écrit des questions devant être traitées lors de la réunion et tous les documents à distribuer en rapport avec cette dernière ou qui lui seront présentés, et, sauf accord contraire des Administrateurs, aucune question ne pourra être traitée à cette réunion de la Société, exceptée celle spécifiée dans l'ordre du jour y relatif; et

15.5.3 dès que possible après cette réunion, une copie du procès-verbal signé par le Président.

15.6. Le Conseil d'Administration ne pourra valablement délibérer que si un quorum est atteint au moment où les décisions doivent être prises et reste atteint pendant que les décisions sont débattues.

15.7. Tout Administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du Conseil d'Administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre Administrateur comme son mandataire.

15.8. Sauf accord préalable écrit de l'Investisseur, le quorum pour les délibérations du Conseil d'Administration doit être de la moitié des Administrateurs, sur lesquels il faut au moins un Administrateur de Classe A (ou son mandataire) et un quorum d'Administrateurs doit être présent tout au long des réunions du Conseil. Si le quorum n'est pas atteint, les Administrateurs pourront agir uniquement pour convoquer une assemblée des actionnaires de la Société.

15.9. Chaque Administrateur s'efforcera de participer à chaque réunion du Conseil en personne à Luxembourg. Cependant, un Administrateur (ou son mandataire) pourra valablement participer à une réunion du Conseil d'Administration ou à un comité du Conseil d'Administration par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires à condition que toutes les personnes prenant part à cette réunion puissent s'entendre et se parler les unes les autres tout au long de la réunion.

15.10. Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer que si la majorité des Administrateurs est présente ou représentée à la réunion.

Art. 16. Pouvoirs du Conseil d'Administration de la Société. Le Conseil d'Administration de la Société est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir ou faire accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément attribués par la Loi, ou par les Statuts à l'assemblée générale des actionnaires de la Société sont de la compétence du Conseil d'Administration conformément aux dispositions des Statuts.

Art. 17. Délégation des pouvoirs. Le Conseil d'Administration est autorisé à nommer une personne, Administrateur ou non, sans autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires de la Société, afin d'accomplir des fonctions spécifiques à tous les niveaux de la Société.

Art. 18. Signatures obligatoires. La Société sera engagée à l'égard des tiers par la signature conjointe de deux Administrateurs, dont au moins l'un d'entre eux devra être un Administrateur de Classe B ou par les signatures conjointes ou la signature unique de toute personne à qui ce pouvoir de signature a été valablement délégué conformément à l'article 17 des Statuts.

Art. 19. Comités de rémunération et d'audit. Le Conseil d'Administration constituera un comité de rémunération (le «Comité de Rémunération») pour déterminer les émoluments des employés du Groupe ainsi qu'un comité d'audit (le «Comité d'Audit») afin de revoir les états financiers annuels du Groupe avant la soumission pour approbation au Conseil d'Administration et afin de revoir les rapports de gestion et les vérificateurs externes sur les questions comptables et de contrôle interne. Le comité de rémunération et le Comité d'audit comprendront chacun les Administrateurs de Classe A et le Président et tout autre Administrateur ainsi nommé par le Conseil d'Administration. Le directeur financier du Groupe sera un membre du Comité d'audit. Un Administrateur de Classe A aura voix prépondérante en cas d'égalité des votes soit au comité de rémunération, soit au comité d'audit.

Art. 20. Conflit d'intérêts.

20.1. Aucun contrat ou aucune transaction entre la Société et une autre société ou entreprise ne sera affecté(e) ou invalidé(e) du fait qu'un ou plusieurs Administrateurs de la Société y a un intérêt ou est un administrateur ou un employé de telle autre société ou entreprise.

20.2. Tout Administrateur de la Société remplissant les fonctions d'administrateur ou étant employé dans une société ou entreprise avec laquelle la Société doit conclure un contrat ou entrer en relation d'affaires sera pris en compte, prendra part au vote et agira par rapport à toutes questions relatives à tel contrat ou telle transaction, indépendamment de son appartenance à telle autre société ou entreprise.

20.3. Au cas où un Administrateur de la Société a un intérêt personnel dans, ou contraire à toute transaction de la Société, celui-ci en informera le Conseil d'Administration et ne sera pas pris en compte ni ne votera eu égard à cette transaction. La prochaine assemblée générale de l'actionnaire/des actionnaires ratifiera ladite transaction.

20.4. Lorsque la Société comprend un actionnaire unique, l'article 20.3. n'est pas applicable et il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Administrateur ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

20.5. L'article 20.3. et 20.4. ne sont pas applicables lorsque des décisions du Conseil d'Administration ou de l'Administrateur concernent des opérations courantes et conclues dans des conditions normales.

Art. 21. Commissaire aux comptes.

21.1. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes (un «Auditeur»). Les Commissaires sont nommés par l'assemblée générale de l'actionnaire/des actionnaires pour un terme n'excédant pas six ans et seront éligibles pour une réélection.

21.2. Les commissaires sont nommés par l'assemblée générale de l'actionnaire/des actionnaires de la Société qui détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat. Le(s) commissaire(s) en fonction peuvent être révoqués à tout moment et de manière discrétionnaire par l'assemblée générale de l'actionnaire/des actionnaires de la Société.

Art. 22. Exercice social. L'exercice social commencera le 1^{er} janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de chaque année.

Art. 23. Affectation des Bénéfices.

23.1. Sur les bénéfices nets annuels de la Société, cinq pourcent (5 %) seront alloués à la réserve prescrite par la Loi. Cette allocation cessera d'être requise dès que cette réserve légale atteindra dix pourcents (10 %) du capital de la Société comme décrite ou comme augmentée ou diminuée conformément à l'article 5 ci-dessus.

23.2. Sous réserve (i) du Conseil d'Administration de la Société recommandant le versement du même, (ii) du consentement de l'Investisseur, et (iii) des dispositions du présent article, tous les bénéfices distribuables que la Société peut distribuer à l'égard de chaque année fiscale sera distribuée parmi les détenteurs d'Actions Ordinaires de Classe A et d'Actions Ordinaires de Classe B (pari passu comme si le même constituait une classe d'actions) conformément au nombre d'actions détenues par l'actionnaire en question au moment pertinent.

23.3. la Société donnera droit, avant l'allocation des bénéfices à une réserve ou à toute autre fin, sauf pour l'application obligatoire à la réserve légale (le «Dividende Privilégié B»), au taux annuel de 10 % du prix d'émission par action (excluant tout crédit d'impôt associé) composé annuellement le 31 décembre de chaque année qui devra courir quotidiennement et se calculer en rapport avec la période de cette date, supposant une année de 365 jours. Pour éviter toute ambiguïté, les Actions Privilégiées de Classe A ne donnent pas droit à un dividende.

23.4. Sauf indication contraire des détenteurs d'une majorité en nombre d'Actions Privilégiées de Classe B, le Dividende Privilégié B couru sera déclaré par la Société et payé immédiatement avant une Sortie ou, si plus tôt:

23.4.1 la date tombant 5 ans après la Date de Réalisation; ou

23.4.2 la date de tout rachat anticipé des Actions Privilégiées de Classe B concernées, à la personne inscrite comme le détenteur des Actions Privilégiées de Classe B en question ou des Actions à cette date et courra au jour le jour après ainsi qu'avant le commencement d'une dissolution volontaire ou d'une liquidation de la Société et devra donc être payable par un liquidateur à l'égard de toute période après ce commencement en priorité sur les autres créances ou droits des actionnaires au titre du capital social.

23.5. Le Dividende Privilégié B deviendra, à condition que la Société ait des bénéfices suffisamment disponibles pour payer le même et nonobstant que ce dividende soit cumulatif, devient automatiquement une dette de, et immédiatement payable par, la Société une fois spécifiée à l'article 23.4.

23.6. Si parce que la Société a fait des bénéfices disponibles insuffisants elle est en retard dans le paiement de tout Dividende Privilégié B, les bénéfices disponibles en premier en découlant s'appliqueront d'abord, puis le paiement de toutes les charges et/ou les montants impayés du Dividende Privilégié B et ensuite le rachat de toutes les Actions Privilégiées de Classe B qui n'ont pas été rachetées à ou aux alentours de la date d'échéance du rachat conformément aux articles 6.3. à 6.13. (droits de Rachat).

Art. 24. Dissolution et Liquidation.

24.1. La Société peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société prise dans la forme requise pour la modification des Statuts. Si la Société est dissoute, la liquidation peut être effectuée par un ou plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou des entités juridiques) nommés par l'assemblée générale des actionnaires de la Société statuant sur la liquidation. Cette assemblée générale des actionnaires de la Société déterminera également les pouvoirs et la rémunération du/des liquidateur(s).

24.2. Sous réserve de l'article 6 et des dispositions relatives au remboursement du capital à la liquidation ou autrement (excluant une Réorganisation Solvable), l'excédent d'actifs de la Société restant après le paiement de son passif (y compris,

pour lever toute ambiguïté, toutes les dettes découlant du non-paiement des Dividendes Privilégiés B) et de toutes les autres sommes payables en priorité s'appliqueront dans l'ordre suivant:

24.2.1. En priorité de rang sur les paiements à effectuer conformément aux articles 24.2.2 à 24.2.5.(inclus), en payant à chaque détenteur d'Actions Privilégiées de Classe B conformément à chaque Action Privilégiée de Classe B desquelles il est détenteur, un montant équivalent à (i) 100% de la valeur nominale de l'Action Privilégiée de Classe B et (ii) le montant total de tous les montants courus et/ou impayés du Dividende Privilégié B (à calculer à la date et incluant la date du remboursement du capital et payable indépendamment du fait que ce dividende soit illégal parce qu'il n'y a pas suffisamment de bénéfices disponibles);

24.2.2. En priorité de rang sur les paiements à effectuer conformément aux articles 24.2.3 à 24.2.5 (inclus), en payant à chaque détenteur d'Actions Privilégiées de Classe A conformément à chaque Action Privilégiée de Classe A desquelles il est détenteur, un montant équivalent à 100% de la valeur nominale de l'Action Privilégiée de Classe A;

24.2.3. En priorité de rang sur les paiements à effectuer conformément aux articles 24.2.4 et 24.2.5 (y compris), en payant à chaque détenteur d'Actions Ordinaires de Classe B conformément à chaque Action Ordinaire de Classe B dont il est détenteur, un montant égal à 100 % de la valeur nominale de l'Action Ordinaire de Classe B;

24.2.4. En priorité de rang sur les paiements à effectuer conformément à l'article 24.2.5., en payant à chaque détenteur d'Actions Ordinaires de Classe A conformément à chaque Action Ordinaire de Classe A dont il est détenteur, un montant égal à 100 % de la valeur nominale de l'Action Ordinaire de Classe A; et

24.2.5. La répartition de l'actif (le cas échéant) après tous les paiements à effectuer en priorité de rang seront distribués parmi les détenteurs d'Actions Ordinaires de Classe A et d'Actions Ordinaires de Classe B (pari passu comme si la même constituait une classe d'Actions) conformément au nombre de ces actions ordinaires détenues par l'actionnaire en au moment en question.

Art. 25. Droit applicable. Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront tranchées en application de la Loi.

Art. 26. Définitions. Les termes et expressions suivants, toutes les fois qu'ils sont utilisés dans les présents Statuts, à moins qu'ils n'y soient définis autrement et que le contexte ne s'y oppose, auront le même sens que celui qui leur est attribué ci-dessous, à savoir:

«Actionnaires Acceptants» a le sens donné par l'article 9.3.

«Statuts» désignent les statuts de la Société.

«Vente d'Actifs» désigne une vente par la Société ou toute autre Société du Groupe, de la totalité ou de substantiellement toute/tous l'activité, les actifs et l'entreprise du Groupe à un acheteur unique ou à un ou plusieurs acheteurs dans le cadre d'une transaction unique ou d'une série de transactions connectées (en dehors du cadre d'une Réorganisation Solvable).

«Dividende Privilégié B» désigne, à l'égard de chaque Action privilégiée de classe B, un dividende privilégié cumulatif fixe.

«Conseil d'Administration» a le sens donné par l'article 14.

«Jour Ouvrable» désigne n'importe quel jour autre qu'un samedi, un dimanche ou un jour férié en Angleterre ou au Luxembourg.

«Groupe de l'Acheteur» désigne l'Acheteur Envisagé et ses filiales, sa maison mère (directe ou indirecte) et toute autre filiale de cette maison mère à l'époque concernée) (et dans la mesure où il est connu des Vendeurs Envisagés, le dernier propriétaire bénéficiaire (beneficial owner) de l'Acheteur Envisagé (le cas échéant).

«Option d'Achat» désigne l'option que tout Actionnaire supplémentaire qui n'a pas respecté ses engagements aux termes de l'article 9.4. est censé avoir accordé à chaque Actionnaire acceptant en ce qui concerne ses Actions.

«Président» désigne un Administrateur non exécutif qui sera désigné comme président du Conseil d'Administration.

«Actions Ordinaires de Classe A» a le sens donné par l'article 5.

«Actions Privilégiées de Classe A» a le sens donné par l'article 5.

«Actions Ordinaires de Classe B» a le sens donné par l'article 5.

«Actions Privilégiées de Classe B» a le sens donné par l'article 5.

«Plan de Co-Investissement» désigne tout plan de co-investissement, lequel est un plan en vertu duquel certains cadres, employés, membres ou partenaires d'un Investisseur ou son conseiller en placements, un associé gérant, un directeur, un opérateur, un mandataire et tout membre de leur Groupe d'Investisseurs sont autorisés à ou tenus (à titre personnel ou via un Fonds ou tout autre moyen) d'acquérir des Actions et/ou tout titre émis par un membre du Groupe.

«Société» a le sens donné par l'article 1.

«Avis de Rachat de la Société» désigne un préavis écrit de rachat remis par la Société aux détenteurs des Actions privilégiées devant être rachetées.

«Date de Réalisation» signifie le 18 décembre 2012.

«Actionnaire Défaillant» a le sens donné par l'article 7.

«Administrateur» a le sens donné par l'article 14.

«Date de Réalisation de la Vente Forcée» désigne la date spécifiée par les Actionnaires Acceptants.

«Avis de Vente Forcée» désigne une notification écrite remise par les Actionnaires Acceptants aux Autres Actionnaires (lesquels incluront le nom de l'Offrant et, dans la mesure où il est connu des Actionnaires Acceptants, le dernier propriétaire bénéficiaire (beneficial owner) de l'Offrant (le cas échéant).

«EBITDA» désigne le bénéfice historique du Groupe avant intérêt, impôts, dépréciation et amortissement tel qu'il résulte des derniers états financiers consolidés audités de la Société.

«Imposition Salariale» désigne le montant qu'une Société du Groupe est tenue d'acquitter en ce qui concerne l'impôt sur le revenu et les cotisations sociales/d'assurance nationale de l'employé et/ou de l'employeur, ou leur équivalent, et les intérêts et pénalités associés ou toute somme équivalente dans toute juridiction.

«Sortie» désigne une Vente, une Vente d'Actifs, une Cotation de prix ou une Liquidation.

«Membre de la Famille» désigne l'époux/l'épouse de l'Employé(e) Concerné(e) ainsi que son/ses enfant(s) (y compris les beaux-enfants).

«Fiducie Familiale» désigne, en relation avec un(e) Employé(e) Concerné(e), un trust ou une fondation entièrement constitué en faveur de cette personne et/ou des Membres de la Famille de cette personne.

«Date Définitive de Départ» désigne la date qui est six (6) mois après la Date de Départ concernée.

«FPO» désigne la Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion Order) 2005.

«Fonds» désigne tout fonds, banque, société d'investissement à capital variable, société d'investissement, partenariat limité, général ou autre, société de prévoyance et de secours mutuels, tout organisme de placements collectifs (tel que défini dans le Financial Services and Markets Act 2000 au Royaume-Uni), tout professionnel en placements (tel que défini à l'article 19(5) du FPO), toute société à valeur nette élevée, association non dotée de la personnalité morale ou société en non collectif (telle que définie à l'article 49(2) du FPO), ou tout trust à valeur élevée (tel que défini à l'article 49(6) du FPO), tout fonds de pension ou société d'assurance, ou toute personne qui est une personne autorisée en vertu du Financial Services and Markets Act 2000 au Royaume-Uni.

«Participant de Fonds» désigne tout partenaire, porteur de parts, actionnaire ou autre participant dans, ou opérateur, directeur ou dépositaire d'un Fonds.

«Actions Consécutives à une Vente Forcée» a le sens donné par l'article 9.7.

«Actions Supplémentaires de l'Actionnaire Sortant» désigne toute Action ou tout Titre d'Emprunt ou autre garantie ou prêt acquis par un Actionnaire Sortant après la Date Définitive de Départ.

«Dispense de Préavis» désigne toute période pendant laquelle la Société ou toute autre Société du Groupe cesse ou a cessé, à l'égard d'un employé et conformément au contrat de travail qui le lie à la Société ou à la Société concernée du Groupe, de fournir du travail à cet employé à la suite d'un préavis de licenciement remis par la Société ou toute autre Société concernée du Groupe conformément à ce contrat de travail.

«Groupe» désigne la Société et toute société qui est de temps à autre une filiale de la Société, et toute référence à «Société du Groupe» et «Membres du Groupe» sera interprétée en conséquence.

«Expert Indépendant» désigne un partenaire ayant au moins 10 ans d'expérience chez Ernst & Young LLP, KPMG LLP, Deloitte LLP, PricewaterhouseCoopers LLP ou, lorsque cette personne est dans l'incapacité d'agir ou ne le souhaite pas, ou lorsque l'Investisseur en fait la demande par instruction écrite, tout autre cabinet d'audit de réputation internationale désigné par le Conseil d'Administration (avec l'accord écrit de l'Investisseur) (agissant dans chaque cas en qualité d'expert et non comme arbitre) et qui sera dans les deux cas engagé à des conditions qui doivent être acceptées par le Conseil d'Administration (avec l'accord écrit de l'Investisseur).

«Investisseur» désigne le détenteur de temps à autre d'une majorité des Actions Ordinaires de Classe B.

«Associé d'Investisseur» désigne en relation avec un Investisseur:

- (a) chaque membre du Groupe d'Investisseurs de cet Investisseur (autre que l'Investisseur lui-même);
- (b) tout associé gérant, associé commanditaire ou autre partenaire, ou fiduciaire, mandataire, dépositaire, opérateur, directeur ou conseiller en placements de l'Investisseur ou de tout membre de son Groupe d'Investisseurs;
- (c) toute entreprise du groupe de tout associé commanditaire, fiduciaire, mandataire, dépositaire, opérateur, directeur ou conseiller en placements de l'Investisseur ou de tout membre de son Groupe d'Investisseurs (à l'exclusion de toute société de portefeuille de celui-ci);
- (d) tout Fonds qui a le même associé commanditaire, fiduciaire, mandataire, opérateur, directeur ou conseiller en placements que l'Investisseur ou tout membre de son Groupe d'Investisseurs;
- (e) tout Fonds qui est conseillé, ou dont les actifs (ou une partie substantielle de ceux-ci) sont gérés (que ce soit exclusivement ou confinement avec d'autres) par l'Investisseur ou tout membre de son Groupe d'Investisseurs;
- (f) tout Fonds à l'égard duquel l'Investisseur ou tout membre de son Groupe d'Investisseurs est un associé commanditaire; et/ou
- (g) tout Plan de Co-Investissement de l'Investisseur ou de son conseiller en placements, directeur, opérateur, mandataire ou de tout membre de son Groupe d'Investisseurs.

«Groupe d'Investisseurs» désigne, en relation avec un Investisseur, cet Investisseur et ses filiales ou, suivant le cas, cet Investisseur, toute société mère, directe ou indirecte, de cet Investisseur et toute autre filiale de temps à autre de cette société mère (à l'exclusion de toute société de portefeuille de celle-ci).

«Loi» a le sens donné par l'article 1 des présents Statuts.

«Actionnaire Sortant» désigne:

(a) tout Actionnaire qui est à la Date de Réalisation, ou à tout moment après celle-ci, un Employé Concerné et qui cesse ultérieurement, ou a cessé d'être un Employé Concerné;

(b) tout Actionnaire qui est à la Date de Réalisation, ou à tout moment après celle-ci, un Employé Concerné et qui le reste mais devient ou est devenu un Employé non Contributif;

(c) tout Actionnaire qui est une société et un Cessionnaire Autorisé de Christophe Malavallon (conformément à l'article 8 ci-dessus), qui cesse d'être contrôlé par Christophe Malavallon au sens de l'article 1124 de la loi de 2010 sur l'imposition des sociétés (section 1124 of the Corporation Tax Act 2010);

(d) tout Actionnaire qui est (ou est le mandataire d'un) un Membre de la Famille de toute personne qui est à la Date de Réalisation, ou à tout moment après celle-ci, un Employé Concerné qui par la suite soit cesse d'être un Employé Concerné, soit reste un Employé Concerné mais devient ou est devenu un Employé non-collaborateur;

(e) tout Actionnaire qui est (ou est le mandataire du) le fiduciaire d'une Fiducie Familiale de toute personne qui est à la Date de Réalisation, ou à tout moment après celle-ci, un Employé Concerné qui par la suite soit cesse d'être un Employé Concerné, soit reste un Employé Concerné mais devient ou est devenu un Employé non-collaborateur, dans chaque cas à l'égard des Actions détenues au nom de cette personne ou au nom de tout Membre de la Famille de cette personne;

(f) tout Actionnaire (qui n'est pas un Investisseur) détenant des Actions à la suite d'un transfert effectué après la Date de Réalisation par une personne en relation avec qui cet Actionnaire était un Cessionnaire Autorisé et qui cesse d'être un Cessionnaire Autorisé en relation avec cette personne, y compris, sans s'y limiter, tout Actionnaire qui cesse d'être l'époux/l'épouse d'un(e) Employé(e) concerné(e);

(g) toute personne qui détient ou a droit à toute Action (i) après le décès d'un Actionnaire, (ii) après la faillite d'un Actionnaire (s'il s'agit d'une personne physique) ou une mise sous séquestre, une administration judiciaire, une liquidation ou tout autre accord en vue de la liquidation (qu'elle soit solvable ou insolvable et y compris toute chose similaire à ce qui précède dans une juridiction concernée) d'un actionnaire (s'il s'agit d'une société) qui n'est pas un Investisseur ou un mandataire d'un Investisseur, ou (iii) suite à l'exercice d'une option après avoir cessé d'être un Employé Concerné ou s'il est un Employé Concerné après être devenu un Employé non Contributif; ou

(h) tout Actionnaire détenant des Actions en qualité de mandataire de toute personne qui est à la Date de Réalisation, ou à tout moment après celle-ci, un Employé Concerné qui par la suite soit cesse, ou a cessé, d'être un Employé Concerné, soit reste un Employé Concerné mais devient, ou est devenu, un Employé non Contributif, dans chaque cas à l'égard des Actions détenues au nom de cette personne.

sous réserve que, au sens de la présente définition, une personne soit censée cesser ou avoir cessé d'être un Employé Concerné à la date à laquelle la personne concernée a reçu son préavis de licenciement ou, suivant le cas, au commencement de toute période au cours de laquelle la personne concernée est dispensée d'effectuer son préavis (nonobstant le fait que la personne concernée reste un employé de la Société ou de toute autre société du Groupe), ou, dans le cas d'un Employé Concerné qui est devenu un Employé non Contributif, à la date à laquelle ledit l'Employé a été désigné comme Employé non Contributif par le Conseil d'Administration (avec l'accord écrit de l'Investisseur).

«Actions de l'Actionnaire Sortant» désignent, sous réserve de l'article 11.9., toutes les Actions et tous les Titres d'Emprunt détenu(e)s par un Actionnaire Sortant, ou auxquelles/auxquels il a droit, à la Date de Départ, et toute Action et tout Titre d'Emprunt qu'il a acquis après la Date de Départ, que ce soit au titre d'un programme de participation des salariés au capital ou autre, ou à laquelle/auquel il a droit après la Date de Départ.

«Date de Départ» désigne la date à laquelle la personne concernée devient un Actionnaire Sortant.

«Liquidation» désigne une dissolution ou liquidation volontaire de la Société.

«Instrument de Prêt» désigne l'acte du prêt représentant les Titres d'Emprunts en date du 18 décembre 2012 (tel que modifié, complété, substitué ou remplacé de temps à autre).

«Titres d'Emprunt» désignent les titres d'emprunts 2018 non garantis à 10% et convertibles pour un montant de 12 380 000 CHF, matérialisés par l'Instrument de Prêt ou, suivant le cas, le montant desdits Titres d'Emprunt émis et en circulation de temps à autre, et toute référence à un «Titre d'Emprunt» sera interprétée en conséquence.

«Endettement Financier Net» désigne toutes les dettes financières du Groupe, calculées comme étant la somme de tous les montants dus portant intérêt ou non, y compris, sans s'y limiter, les crédits bancaires, les emprunts, les prêts d'actionnaires, les intérêts y afférents, et toute autre dette de la Société (y compris les dettes pour leasing, l'affacturage, les engagements en matière de retraite, les dettes de premier rang et les intérêts afférents aux dettes de premier rang, les retards de paiement envers les fournisseurs, les retards de paiement d'impôts, de contributions et de cotisations de sécurité sociale et autre endettement financier et dettes des autres Membres du Groupe), moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Pour éviter toute ambiguïté, aux fins de calculer le «Juste prix», chaque élément de l'Endettement financier contenu dans la définition de l'Endettement Financier Net sera pris dans le dernier état financier consolidé audité de la Société et rapproché, suivant le cas, avec la Date de Départ concernée.

«Nouvelle Société Holding» désigne une nouvelle société holding de la Société constituée dans le but de faciliter un refinancement ou une cotation.

«Employé non Contributif» désigne un employé qui cesse ou a cessé, pour quelque raison que ce soit, de travailler pour le Groupe ou de lui fournir une contribution pendant une durée de plus de 6 mois consécutifs (en dehors d'une Dispense de Préavis, d'un congé de maternité ou de paternité) et qui est désigné comme tel par le Conseil d'Administration.

«Offrant» désigne toute personne faisant une Offre Qualifiante y compris, pour éviter toute ambiguïté, en relation avec une réorganisation insolvable ou une offre faite par une Nouvelle Société Holding dans le cadre d'un refinancement dans laquelle la structure de l'actionnariat de cette société sera, à la suite de ce refinancement, substantiellement identique à l'actionnariat de la Société avant ce refinancement.

«Groupe de l'Offrant» désigne l'Offrant et ses filiales, sa société mère (directe ou indirecte) et toute filiale à un moment donné de cette société mère.

«Autres Actionnaires» a le sens donné par l'article 9.4.

«Cessionnaire Autorisé» désigne, à l'égard d'un Actionnaire, une personne à l'égard de laquelle cette personne est autorisée à transférer les Actions en vertu de l'article 8.

«Offre Qualifiante» désigne une offre écrite de bonne foi et sur un pied d'égalité qui est faite par ou au nom de l'Offrant, communiqué à un ou plusieurs Actionnaires et porte sur la totalité des Actions ordinaires non encore détenues par l'Offrant ou les personnes qui lui sont liées ou qui agissent de concert avec lui et, dans la mesure où aucune des Actions privilégiées n'est ou ne sera achetable conformément aux dispositions des articles 6 et 21 à ou avant la date à laquelle la vente consécutive à l'Offre Qualifiante sera réalisée, sur toutes les Actions privilégiées non ainsi détenues.

«Cotation» désigne l'admission de la totalité ou d'une classe donnée du capital en actions émis de la Société (ou de toute Nouvelle Société Holding) sur la liste officielle de l'Autorité des services financiers (Financial Services Authority, FSA), à la négociation à la bourse de Londres pour les titres cotés, ou à la négociation sur un marché alternatif d'investissements de la bourse de Londres, ou toute autre bourse reconnue ou bourse désignée par les Administrateurs de la société nommés par l'Investisseur.

«Refinancement» désigne un refinancement ou une recapitalisation de la Société (avec l'accord écrit de l'Investisseur), y compris le remboursement ou le rachat de tout ou partie des Actions et/ou toute action, prêt (y compris les Titres d'Emprunt), ou tout autre titre de créance émis par la Société ou toute autre société du Groupe.

«Date Concernée» désigne, dans le but de calculer la période spécifiée à la colonne (1) du tableau auquel se réfère l'article 11.5 ci-dessus, la plus tardive des dates entre la Date de Réalisation et la date à laquelle l'Actionnaire Concerné a acquis pour la première fois toute Action.

«Employé Concerné» désigne (a) un employé de la Société ou de toute autre société du Groupe et/ou (b) un Administrateur ou administrateur de toute Société du Groupe (autre qu'un Administrateur de Classe A).

«Actionnaire Concerné» a le sens donné par l'article 7.7.

«Actions Concernées» a le sens donné par l'article 7.7.

«Vente» désigne la vente de la totalité (ou tout pourcentage inférieur qui pourra être spécifié par les Administrateurs de Classe A) des Actions à un seul acheteur ou à un ou plusieurs acheteurs dans le cadre d'une opération unique ou d'une série d'opérations connectées (en dehors d'une Réorganisation Solvable).

«Avis de Vente» désigne un avis signifié par la Société à un Actionnaire Sortant (cet avis pouvant être signifié à une ou plusieurs occasion(s) si le premier avis et les avis ultérieurs n'ont pas trait à la totalité des Actions de l'Actionnaire Sortant) l'informant qu'il est, avec effet immédiat mais sous réserve néanmoins de l'article 11.9., censé avoir proposé ce nombre et classe d'Actions de l'Actionnaire Sortant qu'il détient à la Société ou toute personne (y compris la Société et/ou l'Investisseur) que la Société pourra spécifier dans l'avis.

«Sûreté» désigne une hypothèque, une charge (qu'elle soit fixe ou flottante), un nantissement, un privilège, une option, un gage, une cession, une convention de fiducie ou toute autre sûreté de quelque nature que ce soit, ainsi que tout accord (conditionnel ou autre) en vue de conclure ou constituer ce qui précède.

«Action» désigne toute action de temps à autre dans le capital de la Société.

«Notification de Rachat d'Actionnaire» a le sens donné par l'article 6.7.

«Pacte d'Actionnaires» désigne tout pacte d'actionnaires relatif à la Société.

«Réorganisation Solvable» désigne une réorganisation solvable du Groupe par tout moyen, y compris l'acquisition de la Société par une Nouvelle Société Holding, ou toute autre réorganisation impliquant la Sortie des capitaux propres et empruntés de la Société (y compris la conversion, la consolidation, la sous-division, le reclassement ou la redésignation (suivant le cas) des Actions dans une catégorie unique d'actions ordinaires).

«Actionnaire Vendant Conjointement» désigne un Actionnaire qui accepte une Offre Conjointe.»

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution ci-dessus, l'Assemblée décide que les membres du conseil d'administration de la Société seront désignés comme «administrateurs de classe A», «administrateurs de classe B» et «administrateurs de classe C» comme suit:

- M. Olivier Antomarchi, administrateur de classe A de la Société,
- M. Erick Rinner, administrateur de classe A de la Société,
- M. Alan Botfield, administrateur de classe B de la Société,
- M. Christophe Malavallon, administrateur de classe C de la Société,
- M. Christophe de Buchet, administrateur de classe C de la Société, and
- M. Alan Tawil-Kummerman, administrateur de classe C de la Société et président du conseil d'administration de la Société.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de modifier les livres et registres de la Société afin de refléter les modifications ci-dessus donnant pouvoir et autorité à chaque administrateur de la Société, agissant individuellement, pour procéder au nom de la Société à l'enregistrement de ces changements dans les livres et registres de la Société.

Frais et Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont estimés à 1.800 euros.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux parties comparantes, connues du notaire instrumentant par leur nom, prénom usuel, état et demeure, lesdites parties comparantes ont signées avec le notaire le présent acte.

Signé: Emeraux, Jacquet, Guilbert, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 08 avril 2013. Relation: EAC/2013/4624.

Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013128336/1957.

(130156068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Sopalpi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 47, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 88.689.

Extrait de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 juillet 2013

Les actionnaires de la société se sont réunies en assemblée générale ordinaire et ont pris à l'unanimité les décisions suivantes:

Première résolution

Démission de Monsieur Caron Pierre-Jean, né le 13 février 1955 à Guérande (F) demeurant au 20, rue Chariot, F-75003 Paris, en tant qu'administrateur de catégorie A avec effet immédiat.

Deuxième résolution

Démission de Madame Barada Veuthey Marina, née le 10 mai 1957 à Martigny (CH) demeurant au 4, rue d'Oche, CH-1920 Martigny en tant qu'administrateur de catégorie B avec effet immédiat.

Troisième résolution

Démission de Monsieur Veuthey Pierre-André, né le 13 juin 1956 à Martigny (CH), demeurant au 4, rue d'Oche, CH-1920 Martigny en tant qu'administrateur de catégorie B avec effet immédiat.

Quatrième résolution

Nomination de Monsieur Pallier Anthony, né le 30 mai 1974, à Neuilly sur Seine (F), demeurant à rue Antoine de Saint-Exupéry 5, F-69002 Lyon, en tant qu'administrateur de catégorie A pour un mandat expirant lors de l'assemblée générale à tenir en l'an 2019.

Cinquième résolution

Nomination de Monsieur Blas Bernard, né le 20 septembre 1925, à Paris (F), demeurante Square du Roule 4, F-75008 Paris, en tant qu'administrateur de catégorie B pour un mandat expirant lors de l'assemblée générale à tenir en l'an 2019.

Sixième résolution

Nomination de Monsieur Fine Christian, né le 3 juillet 1951, à Marseille (F), demeurant à Allée des Comtesses 1, F-78150 Le Chesnay, en tant qu'administrateur de catégorie B pour un mandat expirant lors de l'assemblée générale à tenir en l'an 2019.

Signature.

Référence de publication: 2013126155/31.

(130152835) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Tectum S.A., SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 165.625.

Suite à la démission de Monsieur Kurt von Storch, avec effet au 18 juin 2013, il a été décidé de nommer Monsieur Dirk von Velsen, en tant que membre du conseil d'administration de Tectum S.A. SICAV-FIS.

Par conséquent, le conseil d'administration se compose comme suit et ce jusqu'à la fin de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui devra se tenir en 2017:

- Jean-Paul Gennari, Membre du Conseil d'Administration
5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- Eduard von Kymmel, Membre du Conseil d'Administration
5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- Dirk von Velsen, Membre du Conseil d'Administration
Ottoplatz 1, D-50673 Cologne

KPMG Luxembourg Sàrl, a été réélu comme réviseur d'entreprises et ce jusqu'à la fin de la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CREDIT SUISSE FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

Sebastian Best / Daniel Breger

Référence de publication: 2013126166/23.

(130152898) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

CEPF Apex S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 159.215.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 28 août 2013

- La démission de Monsieur Michel van Krimpen de sa fonction de gérant de la Société a été acceptée par l'associé unique avec effet au 9 septembre 2013.

- Est nommé gérant de la Société pour une durée indéterminée avec effet au 9 septembre 2013

* Monsieur Onno Bouwmeister, né le 26 janvier 1977 à Maarssen, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg;

- La démission de Monsieur Peter Kasch de sa fonction de gérant de la Société a été acceptée par l'associé unique avec effet immédiat.

- Est nommé gérant de la Société pour une durée indéterminée avec effet immédiat

* Monsieur Jonathan Petit, né le 24 avril 1955 à Worcester Park, United Kingdom, avec adresse professionnelle au 33 Cavendish Square, W1G 0PW London, United Kingdom;

Luxembourg.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Un gérant

Référence de publication: 2013127007/23.

(130154493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2013.
